CENTRAIDER

coopération internationale et solidarité

LES DIASPORAS
AU COEUR DU DÉVELOPPEMENT

Revue 42 - Mai 2018

Portrait
GAËL FAYE
L'ÉCRITURE MUSICALE

Infographie
LA DIASPORA INDIENNE

Dossier
LABORATOIRE MIGRINTER : REPENSER LA NOTION DE DIASPORA

REVUE DU RÉSEAU N°42

LES DIASPORAS AU COEUR DU DÉVELOPPEMENT

Comité de rédaction
Équipe de Centraider

Contributeurs
Association Amitié Chine-Montargis
Patrice Baleynaud
Association Bii-Mwinda
Saïd Bourjij
Association Caridad
Eva Chaguiboff
Issouf Elli-Moussami
Gaël Faye
Martin Fleury
Maël Galisson
Thameur Hemdane
Pierre Kamdem
Thomas Lacroix
Souheil Lassouad
Zhipeng Li
Latsouck Ndiaye
David Parada
Joao Pereira
Farol Randrianaina
Association Salohy
Bamadi Sanokho
Hassane Seibou
SIAD
Thierno Sow
Ingrid Therwath

et l'Equipe de CENTRAIDER

Crédits photographiques
Merci aux contributeurs de cette revue pour leurs photographies.
Licence Creative Commons Flick'r, Freepik.com, Pixabay.com, Unsplash.com

Remerciements
Excuse My French
Comité Français pour la Solidarité Internationale

Elaboration de la revue
Conseil d'Administration et Equipe de Centraider

Coordination et création graphique
Cyril Boutrou et Guillaume Guetreau

Visuel de couverture
Pixabay.com, Shutterstock, Masashi Wakui, Guillaume Guetreau

Directeur de publication
Renaud Mettre

Imprimeur
Imprimerie

ISSN : 2270-8377

Contact
Guillaume Guetreau, chargé de communication
guillaume.guetreau@centraider.org
contact@centraider.org

CENTRAIDER est une association loi 1901 soutenue par la Région Centre-Val de Loire et l'Etat français.

CENTRAIDER
coopération internationale et solidarité

www.centraider.org

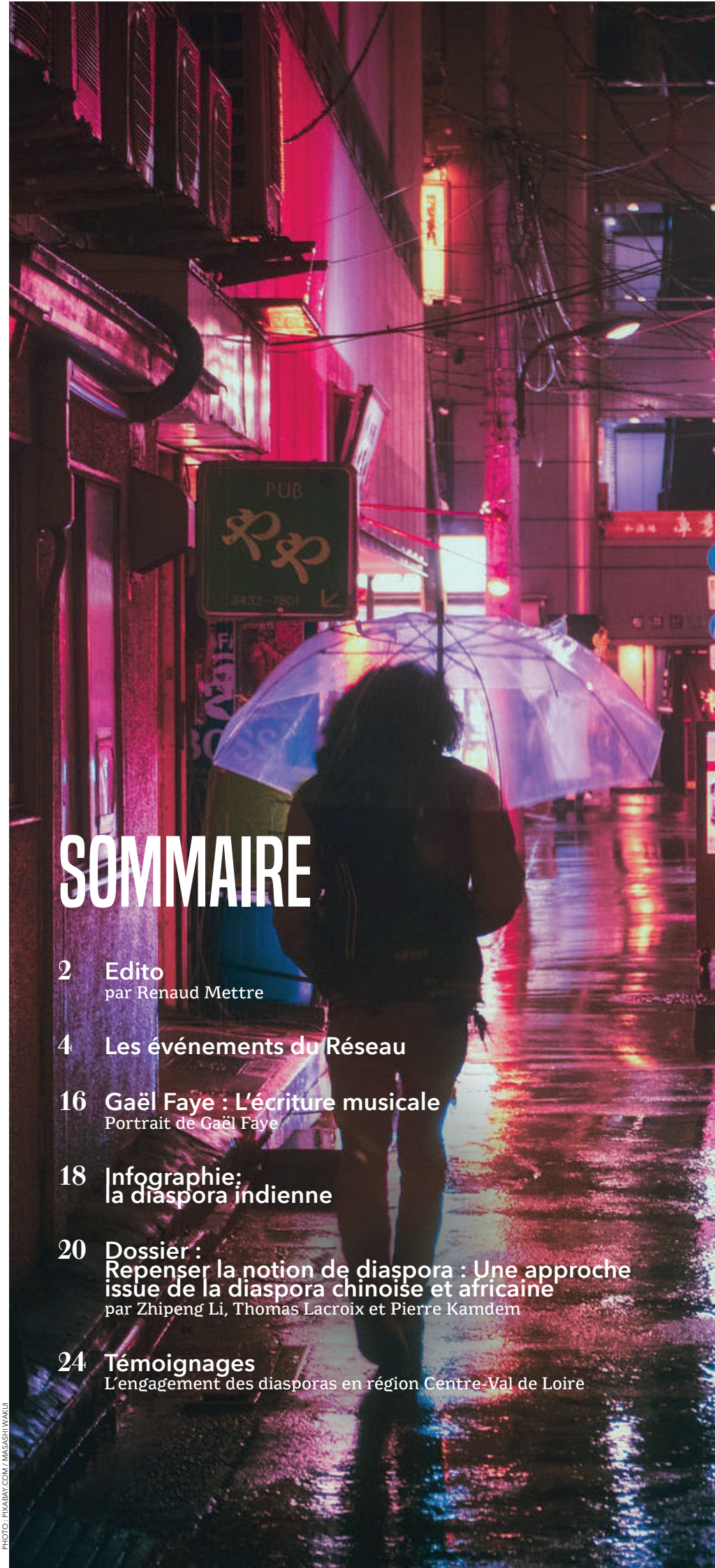


PHOTO : PIXABAY.COM / MASASHI WAKUI

SOMMAIRE

2 **Edito**
par Renaud Mettre

4 **Les événements du Réseau**

16 **Gaël Faye : L'écriture musicale**
Portrait de Gaël Faye

18 **Infographie: la diaspora indienne**

20 **Dossier : Repenser la notion de diaspora : Une approche issue de la diaspora chinoise et africaine**
par Zhipeng Li, Thomas Lacroix et Pierre Kamdem

24 **Témoignages**
L'engagement des diasporas en région Centre-Val de Loire

ÉDITO

Le 13 mars dernier, les membres du conseil d'administration ont bien voulu m'accorder leur confiance en m'élisant à la présidence du conseil afin de porter les valeurs de Centraider autour de la solidarité et de la coopération internationale, de l'altérité.

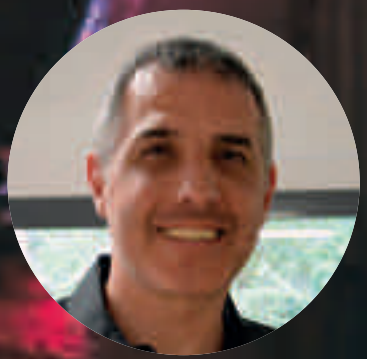
Je les remercie ainsi que Tony Ben Lahoucine pour la confiance qu'il m'accorde afin de lui succéder. Par sa force de travail, sa force de conviction, son entregent mais aussi par son empathie, son écoute et cette idée chevillée au corps qui veut qu'une société qui ne développe pas la solidarité internationale est aussi une société qui ne développe pas de solidarité pour elle-même, il a su faire de Centraider l'acteur majeur de cette politique en région Centre-Val de Loire et au-delà.
Le conseil d'administration l'a élu Président d'honneur. C'est très important pour moi de l'avoir à nos côtés car il est une part de l'histoire et de l'épaisseur ontologique de notre structure. Il est précieux pour moi dans cette prise de fonction que j'entame avec la modestie que cela impose de vous représenter, vous, porteurs de projets de solidarité et de coopération internationale.
Au sein de Centraider je représente « Médina », association humanitaire internationale d'aide aux victimes civiles de conflits dont je suis le Président adjoint. J'ai également fondé le foyer de jeunes travailleurs de Bourges : « Tivoli Initiatives » dont je suis le Président, et suis depuis 3 ans conseiller départemental du Cher.
Dans son édito de la revue n°41, Tony vous avait parlé de la mise en place d'un nouveau collège au sein de la gouvernance de Centraider, celui des organisations de solidarité internationale issues des migrations (OSIM).

L'impact des migrants sur le développement est considérable, les diasporas représentent une aide financière bien plus importante que l'aide publique au développement. Cet argent s'oriente principalement vers l'alimentation, la santé ou la scolarisation, mais aussi, sans doute trop peu, vers l'investissement.
Les diasporas développent des espaces d'échanges, de ressources et d'appuis, elles permettent via leurs organismes de renforcer les liens entre les porteurs de projets, leur capacité d'action, leurs connaissances.

« L'IMPACT DES MIGRANTS SUR LE DÉVELOPPEMENT EST CONSIDÉRABLE, LES DIASPORAS REPRÉSENTENT UNE AIDE FINANCIÈRE BIEN PLUS IMPORTANTE QUE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT »

Avec la société civile, les collectivités créent « la diversité dans l'union nationale » comme le dit l'Agence Française de Développement (AFD).
Centraider est dans une démarche similaire et c'est tout naturellement que notre gouvernance a accueilli cette OSIM. Nous devons renforcer cette démarche collective afin de conforter nos projets à vos côtés.
Non seulement les diasporas favorisent le développement de leur pays d'origine mais aussi créent un enrichissement culturel, social et économique de la société d'accueil.
Avec cette revue nous défendons l'idée que les migrations sont avant tout positives, par l'énergie des porteurs de projets, par leurs compétences dont nous bénéficions, par ce qu'ils apportent à leur pays d'origine, par les liens qu'ils permettent de conserver avec ceux-ci. Les diasporas sont avant tout un facteur de développement qui améliore l'existence des femmes et des hommes.
Aujourd'hui, les migrants sont souvent montrés de manière négative, alors que la grande majorité de ceux-ci sont des gens compétents qui portent au sein d'associations issues des migrations le développement et le bien-être des populations d'ailleurs et de nos territoires. Il nous faut lutter contre ces ostracismes et ces discriminations ici et là-bas.

Solidaires salutations.



Renaud Mettre

Président de CENTRAIDER

LES *événements* DU RÉSEAU CENTRAIDER

Octobre 2017 - *Mai* 2018

SERVICE CIVIQUE INTERNATIONAL

DÉJÀ 7 MOIS… DE SERVICE CIVIQUE, OÙ EN SONT-ILS ?

18 jeunes Services Civiques Internationaux Hassane, Hatim, Youssef, Carolin, Katia, Klara, Nikola, Skady, Tom et Josi sont en France depuis le 14 octobre alors que Mathis, Maya, Florian, Elsa, Andrea, Lusine, Paul et Melissa sont partis en République Tchèque, en Allemagne ou au Maroc. Ils y acquièrent des compétences mais surtout vivent une expérience qu'ils qualifient eux-mêmes d'inoubliable. Ils se retrouveront tous du 4 au 11 juin en région Centre-Val de Loire afin d'établir un bilan de leur mission respective, témoigner et partager leurs expériences auprès de jeunes, associations, entreprises et collectivités. Il est rappelé que ce projet expérimental de mobilité internationale de jeunes en réciprocité est piloté par le Conseil régional Centre-Val de Loire

POUR EN SAVOIR PLUS
> WWW.HISTOIRES-INTERNATIONALES.NET

HASSANE SEIBOU : VOLONTAIRE EN SERVICE CIVIQUE INTERNATIONAL À CENTRAIDER

La grandeur d'un homme se mesure par la perception et la valeur qu'il accorde aux choses. Aujourd'hui, beaucoup de personnes font du volontariat quelle que soit la forme, partout dans le monde, pour être utile aux autres. C'est dans cette logique que je me suis engagé à faire le volontariat en service civique international en France.

Arrivé à Paris le 11 septembre 2017 en provenance de Cotonou (Bénin), j'ai comme mission à Centraider, la promotion des dispositifs de mobilité pour les jeunes en région Centre-Val de Loire. A cela s'ajoute un rôle d'animation entre les services civiques français à l'étranger et les services civiques étrangers en France, ainsi que l'alimentation du Blog www.histoires-internationales.net sur lequel nous publions des articles de services civiques internationaux.

Je parcours la région Centre-Val de Loire en intervenant auprès d'élèves et étudiants de nombreux établissements scolaires des six départements aussi bien dans le secteur public que privé. Ces rencontres toutes uniques, me nourrissent et m'enrichissent dans ma soif de découverte de « l'Autre » tout en laissant, je l'espère, une envie pour ces jeunes de vivre une expérience similaire.

Bientôt 7 mois, j'avoue que j'ai beaucoup appris dans ma structure d'accueil et surtout avec mes amis services civiques allemands et marocains avec qui je vis dans le même appartement dans la Maison des volontaires créée par la Mairie de Saint Jean de la Ruelle. Cette expérience impacte déjà ma vie personnelle, elle impactera aussi très certainement ma vie professionnelle et je suis fier d'être volontaire en service civique international ici en France.

Octobre 2017 - *Avril* 2018

LES FORMATIONS DE CENTRAIDER

Chaque semestre, Centraider propose à ses acteurs des formations. Ces modules se donnent pour objectif de renforcer les capacités des acteurs basés en région par l'organisation de séances de travail collectives qui privilégient une pédagogie active et participative.

Entre octobre 2017 et avril 2018, 7 formations et 1 journée d'information, sur le dispositif de financement de l'Agence des Micro-Projets (reconduite en juin à Tours), se sont tenues dans les différents départements de la région : à Orléans, Blois, Bourges et Vierzon. Une nouveauté sur le format a été proposée au premier semestre 2018 : la formation à distance. Elle permet de suivre depuis son ordinateur, sa tablette ou encore son smartphone une formation à condition de bénéficier d'une connexion internet. Pour cette première, le séminaire en ligne ou webinaire a été réalisé en partenariat avec un autre Réseau Régional Multi-Acteurs Resacoop (basé en région Auvergne-Rhône Alpes) et les associations Gevalor et Amorce basées à Lyon. Cette session a rassemblé une quarantaine de participants venus de plusieurs régions en France ainsi que des partenaires basés à l'international notamment en Afrique.

Sur le contenu, des formations nouvelles sont venues compléter l'offre de formation de Centraider: culture, agriculture et recherche de fonds privés. Les projets culturels concernent aujourd'hui une part importante de la coopération internationale en région Centre-Val de Loire que ce soit à travers l'organisation de festivals ou d'évènements culturels visant à promouvoir les arts et les cultures des Suds que par la mise en place de projets à dimension culturelle dans les Suds. L'objectif ambitieux de cette journée était donc d'aider à la structuration de ces projets. Les actions culturelles sont en effet des initiatives qui restent encore trop peu valorisées en tant que projets de développement ou de solidarité. Il est donc important de mieux les reconnaître comme de véritables moteurs de développement et de dynamisme à l'échelle des territoires aussi bien en France que pour les partenaires des Suds.

« UNE NOUVEAUTÉ SUR LE FORMAT A ÉTÉ PROPOSÉE AU PREMIER SEMESTRE 2018 : LA FORMATION À DISTANCE »

De nombreuses initiatives de soutien à des coopératives ou organisations de producteurs sont initiées notamment par les associations de

RETROUVEZ LES PROCHAINES FORMATIONS ET JOURNÉES D'INFORMATIONS SUR > WWW.CENTRAIDER.ORG

LES FORMATIONS EN CHIFFRES
Octobre 2017 - *Avril* 2018

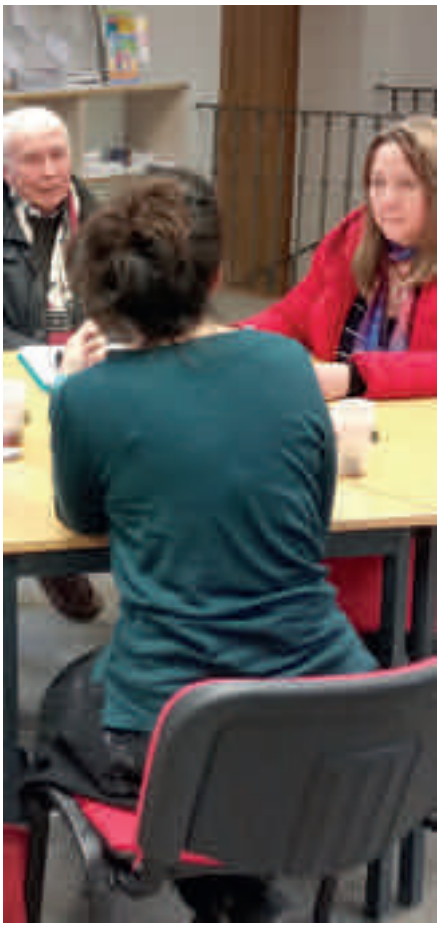
1
JOURNÉE D'INFORMATION
AVEC 20 PARTICPANTS

71
PARTICIPANTS

solidarité internationale issues des migrations en région, nous souhaitions donc partager l'expertise de l'Afdi sur ce domaine.

Enfin pour clôturer sur les nouveautés, une formation sur l'élaboration d'une stratégie de recherche de fonds privés a rencontré un vif succès auprès du réseau. Les acteurs qu'ils soient associatifs ou publics sont de plus en plus confrontés à la recherche de sponsors, mécènes ou donateurs privés. Nouer des liens durables avec des mécènes est une préoccupation centrale des acteurs de la coopération internationale aujourd'hui. Cette formation sera immanquablement reconduite dans les prochains mois étant donné l'actualité et l'importance de ces questions pour les structures de la région.

Centraider continue de proposer des formations sur le montage de projets de solidarité internationale; la rédaction de demande de subvention ; la communication, la préparation à la rencontre interculturelle ; et, l'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI). Ces thématiques étant au cœur de la vie des projets de solidarité internationale en région Centre-Val de Loire.



48
STRUCTURES

38
PARTICIPANTS AU WEBINAIRE DONT
1 STRUCTURE DE LA
RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE

CRÉATION DU COLLECTIF OSIM EN CENTRE-VAL DE LOIRE

Souhaité et initié par les différents acteurs de la diversité culturelle de la région Centre-Val de Loire, le Collectif des Organisations de Solidarité Internationale Issues des Migrations (COSIM)est désormais une réalité. Le COSIM-Centre a organisé sa première Assemblée Générale le 25 février 2018 à Orléans.

« LA DOUBLE CULTURE DES MIGRANTS EST UNE RICHESSE UNIQUE, POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LEURS PAYS (D'ACCUEIL ET D'ORIGINE) »

Les représentants des différentes associations venus des quatre coins de la région ont manifesté leur détermination pour faire de ce collectif une référence en matière de coopération interculturelle et coordination régionale pour les Organisations de Solidarité Internationale Issues des Migrations (OSIM). Il s'agit d'une grande première dans la région Centre-Val de Loire.

La création du COSIM fait suite aux rencontres co-organisées par Centraider et le FORIM à Blois et Orléans afin de consulter la société civile sur leur volonté de création d'une telle instance.
Cette initiative s'inscrit sur un territoire où les OSIM sont dynamiques et nombreuses. Il était important de voir naître un interlocuteur permettant de valoriser le rôle des OSIM dans les actions de solidarité internationale et de co-développement auprès des institutions locales et de la société civile.

LES ADHÉRENTS

Sans distinction d'origine ni de religion, le COSIM Centre-Val de Loire regroupe toutes les associations enregistrées dans la région et qui respectent les statuts et le règlement intérieur du COSIM. Il s'agit des associations de développement qui font appel aux financements pour accroître le niveau de vie des pays dont leurs membres sont originaires. Adhèrent aussi au COSIM, des associations de la diaspora dont l'objectif est de regrouper des communautés de même origine pour une meilleure intégration.

Le COSIM Centre-Val de Loire se fixe comme objectif de :

- Renforcer la capacité des OSIM de la région Centre-Val de Loire à participer au développement de leurs pays d'origine, par un appui au montage et au suivi des projets.
- Favoriser et faciliter l'intégration des ressortissants étrangers dans la région.
- Orienter et conseiller les personnes d'origine étrangère et promouvoir le « vivre, travailler et agir ensemble ».
- Faciliter une coopération Nord-Sud bénéfique aux deux parties en réunissant ici et là-bas les acteurs de la société civile.
- Valoriser et faire connaître l'action des migrants en faveur du développement solidaire.
- Être un espace d'échange et d'information pour les OSIM

PHOTO : COSIM CENTRE-VAL DE LOIRE

en même temps qu'un centre de ressources fournissant à ses membres tout appui ou conseil nécessaires au renforcement de leur capacité d'action.

« La double culture des migrants est une richesse unique, pour le développement de leurs pays (d'accueil et d'origine) ».

COMPOSITION DU BUREAU

- Présidente :
  Mme Clémence Ganro
- Vice- Président et chargé de communication :
  M. Thierno Sow
- Secrétaire Général :
  M. William Allisoutin
- Secrétaire Général adjoint :
  M. Bruno MBoumba
- Trésorière :
  Mme Syllia Carpentier
- Trésorière Adjointe :
  Mme Lune Charnelle Okouyi Okouyi
- Organisateur Général :
  M. Charles Senavon

CONTACT
> GANRO CLÉMENCE
COSIMCENTREVALDELOIRE@YAHOO.COM

DISPOSITIF FINANCIER :
LE PROGRAMME D'APPUI AUX PROJETS DES OSIM (PRA/OSIM)

FORIM

avec le financement de AFD

Le Programme d'Appui aux projets des Organisations de Solidarité Internationale issues de l'Immigration (PRA/OSIM) est un dispositif national d'accompagnement, de cofinancement, de capitalisation et de valorisation des projets de développement local portés par les OSIM. Le dispositif existe depuis 2003. Il est géré par le Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations (FORIM) et a été principalement financé par le Ministère des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI) jusqu'en 2015 puis, à partir de 2016, par l'Agence Française de Développement (AFD).

Le PRA/OSIM repose sur quatre volets :

- Renforcer les capacités d'intervention des OSIM et de leurs fédérations, au niveau national, afin de permettre un changement d'échelle de l'impact positif du co-développement.
- Cofinancer des projets de développement local portés par les OSIM.
- Mettre en évidence les effets de la migration sur le développement des pays d'origine et tout particulièrement l'apport des migrant(e)s par la valorisation et la capitalisation de leurs pratiques.
- Renforcer la communication institutionnelle du dispositif et sa gouvernance.
- Les pays d'intervention éligibles au PRA/OSIM, sont les pays éligibles au Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE).

Les secteurs d'intervention concernés par le dispositif sont les suivants :

- Meilleurs accès à la santé (en particulier des femmes et des enfants);
- Meilleurs accès à l'éducation (en particulier des filles);
- Accès à l'eau potable, à l'assainissement et à un environnement amélioré;
- Développement économique, création ou développement d'entreprises, activités génératrices de revenus, formation professionnelle;
- Développement rural et agricole;
- Développement social, en particulier pour les jeunes et les personnes défavorisées ou handicapées.

POUR EN SAVOIR PLUS
> WWW.FORIM.NET

Maël Galisson

PHOTO : ELYA BY YAK / AFD

MIGRATIONS ET OBJECTIFS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)

CENTRAIDER ET LE GRDR MIGRATION-CITOYENNETÉ-DÉVELOPPEMENT S'ENGAGENT.

avec le financement de AFD

Maël Galisson est responsable du projet «ODD & Migrations» au GRDR Migration- Citoyenneté-Developpement.

Quel rôle peuvent jouer les personnes migrantes dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) et comment rendre visible ce lien ? De quelle manière « vulgariser » les ODD pour les rendre plus accessibles à toutes et tous ? Comment déconstruire les idées reçues sur les migrations et le lien entre développement et migrations ? Autant de questions auxquelles le projet « ODD & Migrations » tente de répondre.

« ODD & Migrations » est un projet d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI) porté de manière conjointe par le GRDR Migration-Citoyenneté-Développement[1] et Centraider. Il vise, par le biais d'ateliers d'animation et de réflexion (les célèbres « Thés palabres » dans le langage du GRDR), à lutter contre les préjugés qui pèsent sur les personnes migrantes et à valoriser le rôle de celles-ci dans le développement des territoires d'origine et des régions d'accueil.

On observe depuis plusieurs années que les envois de fonds des diasporas vers les pays en développement supplantent fortement le montant total de l'Aide Publique au Développement (APD), soulignant ainsi la contribution significative des personnes migrantes dans le développement de leurs régions d'origine. Ainsi, en soutenant les communautés villageoises et en finançant des projets sociaux liés à l'éducation ou la santé dans leurs régions d'origine, les personnes migrantes contribuent à assurer un accès équitable aux services de base et à réduire les inégalités socio-économiques (ODD n°1 et ODD n°10).

Par ailleurs, en s'impliquant par exemple dans des actions d'aide à

1 Le GRDR Migration-Citoyenneté-Développement est une association de solidarité internationale née en 1969 de la rencontre entre des travailleurs migrants de la région du fleuve Sénégal (Mali, Mauritanie, Sénégal) et des agronomes français. Son action a depuis beaucoup évolué et s'est diversifiée, allant de programmes de formation et d'insertion économique à des initiatives de structuration des filières agropastorales et agroalimentaires, en passant par des actions d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (EC/SI). Plus d'informations : https://grdr.org/

l'insertion sociale et professionnelle des primo-arrivant.e.s dans les territoires d'arrivée, les immigré.e.s participent à la construction de villes inclusives (ODD n°11) ou encore, en tissant des passerelles entre localités de départ et d'accueil, les personnes migrantes concourent à l'ODD #17 relatif au développement des partenariats pour atteindre les Objectifs de Développement Durable. Les acteurs des diasporas jouent donc un rôle déterminant dans les différents enjeux qui touchent les territoires « ici » comme « là-bas ».

Par l'intermédiaire de temps de formation et via l'élaboration d'une mallette pédagogique, le projet « ODD & Migrations » a également pour ambition de renforcer les compétences des acteurs associatifs en matière d'animation et de sensibilisation portant sur la thématique des migrations internationales. Enfin, par le biais de deux dispositifs d'appui financier (le « Prix Jeunesse et migration » et les « Coups de pouce OSIM[2] »), il cherche à soutenir les initiatives en matière d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI) portées par les acteurs de la jeunesse et/ou issus des migrations.

Avec la région Centre-Val de Loire, quatre territoires sont concernés par le projet « ODD et migrations », à savoir les Hauts-de-France, l'Ile-de-France, la Normandie et le Grand Est. Dans chaque région, le GRDR Migration-Citoyenneté-Développement, porteur du projet au niveau national, s'entoure de partenaires locaux, en particulier les Réseaux régionaux multi-acteurs (RRMA) mais aussi les associations de la diaspora et certaines collectivités afin de mener les activités.

Loin des discours fantasmés et stigmatisants actuels sur les personnes étrangères, déconstruire les idées reçues, valoriser le rôle joué par les personnes migrantes dans le développement et tisser des liens avec la société d'accueil est apparu indispensable au GRDR Migration-Citoyenneté-Développement et à ses partenaires. C'est ce que ces organisations tentent de faire dans le cadre du projet « ODD & Migrations ».

2 Organisation de Solidarité Internationale issues des Migrations (OSIM).

CONTACT
> MAËL GALISSON
MAËL.GALISSON@GRDR.ORG

COMMISSION ASIE

6 OCTOBRE & 21 FÉVRIER – *Orléans & Tours*

COMMENT RENFORCER LA VISIBILITÉ DES ACTEURS QUI AGISSENT EN ASIE DANS NOTRE RÉGION ?

Les ateliers qui se sont tenus les 6 octobre et 21 février, respectivement à Orléans et à Tours, avaient pour objectif de donner des pistes d'actions concrètes pour répondre à cette question. Une quinzaine d'acteurs : associations, collectivités territoriales et établissements scolaires ont réfléchi ensemble aux différentes possibilités de mutualisation possibles. Le groupe de travail a décidé d'avancer sur la mise sur pied d'un évènement commun qui permettrait à l'ensemble des acteurs de mettre en lumière les cultures asiatiques et sensibiliser le grand public à la diversité des réalités de cette vaste aire culturelle (prochaine réunion le 26 juin). Un rapprochement avec le Festival des Solidarités a été défini comme une première piste pour le groupe.

COMMISSION AGRICULTURE & ALIMENTATION

21 OCTOBRE 2017 – *Orléans*

FAIRE DU SAHEL UN PAYS DE COCAGNE : LE DÉFI AGROÉCOLOGIQUE

Les pratiques agroécologiques ont été au cœur de cette commission annuelle. Le but : aller plus loin que les réflexions et proposer des actions concrètes pour les agriculteurs du Sahel. René Billaz, membre d'Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (ancien Président Fondateur) et ex-Directeur de recherche au CIRAD (Centre de coopération en recherche agronomique pour le développement) est venu à Orléans pour présenter les résultats de ses recherches. Spécialiste de l'agriculture sahélienne, il a apporté ainsi un nouvel éclairage sur l'agriculture de là-bas tout en provoquant des réflexions sur notre agriculture industrielle.

PHOTO : CFSI

11ÈME ÉDITION DU FESTIVAL ALIMENTERRE

ÉVÉNEMENT INCONTOURNABLE SUR L'AGRICULTURE ET L'ALIMENTATION DANS LE MONDE

Le Festival ALIMENTERRE propose tous les ans des centaines de projections-débats dans toute la France sur les enjeux de l'alimentation dans le monde. L'occasion de rencontrer celles et ceux qui œuvrent pour une agriculture et une alimentation durable. Il a tenu sa 11ème édition du 15 octobre au 30 novembre 2017. Organisé par le Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI), il est relayé par Centraider en région Centre-Val de Loire où se sont déroulées de nombreuses projections.

Cette nouvelle édition du Festival a permis de faire un tour du monde des enjeux et des solutions, notamment en Argentine, au Brésil, au Cambodge, au Costa Rica, en France, au Sénégal autour des thèmes suivants : agroécologie, circuits-courts, commerce équitable, insectes, nourriture de demain, accaparement des terres, agriculture urbaine, libre-échange, OGM, pesticides, relocalisation de l'alimentation, santé des travailleurs dans les bananeraies.

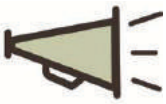
8 films se sont partagés l'affiche pour alimenter les débats notamment en région Centre-Val de Loire. L'édition 2017 est marquée par une augmentation du nombre d'évènements de 15 % et de participants de 4 %.

Centraider coordonne le Festival au niveau régional aux côtés de la DRAAF (enseignement agricole) et de la DAREIC (enseignement général).

En région Centre-Val de Loire près de 160 projections ont été organisées en 2017 et près de 3000 personnes y ont assisté.

1 580 séances
1 000 acteurs mobilisés

66 440 spectateurs
42 % d'adultes
58 % de jeune public dont
43 % de lycéens agricoles



1 000 intervenants
830 h de débats

14 pays
Belgique, Bénin, Burkina Faso, Canada, Chypre, Côte d'Ivoire, France, Île Maurice, Mali, Maroc, Mauritanie, Suisse, Togo, Tunisie dont **600 communes** en France (95 % des séances)

POUR EN SAVOIR PLUS
>WWW.FESTIVAL-ALIMENTERRE.ORG

PHOTO : FESTISOL

LA SSI EST DEVENUE LE FESTIVAL DES SOLIDARITÉS

Depuis 20 ans, la Semaine de la solidarité internationale (SSI) permet à ceux qui s'engagent pour un monde plus solidaire de se rencontrer, de créer des dynamiques collectives et de se faire connaître du grand public pour inciter un plus grand nombre de citoyens à agir pour un monde juste et durable.

Cet événement est aujourd'hui bien inscrit dans les territoires et a réussi à fédérer, au niveau local comme au niveau national, une grande partie des acteurs de la solidarité internationale. Toutefois, le sentiment d'un certain « entre-soi » et la difficulté d'attirer les citoyens non convaincus ont incité le comité de pilotage national à retravailler le projet tout en gardant les mêmes valeurs.
Un changement de positionnement, de format d'évènement et donc de nom permet de poursuivre ces dynamiques autour des solidarités et de s'ouvrir à de nouveaux acteurs.

En région Centre-Val de Loire, le défi a été relevé en 2017 avec 8 collectifs répartis sur les 6 départements. Nous pouvons féliciter la nouvelle dynamique dans le territoire dunois avec un collectif qui, dès 2018, se constitue en association collégiale.
On constate avec satisfaction que les structures de Solidarité Internationale ont pris conscience de la nécessité et de l'utilité de s'ouvrir à d'autres acteurs et que leur sensibilisation pouvait être menée différemment, de façon plus ludique et plus festive. Le lancement du Festival via une animation commune sous forme de déambulation a permis aux collectifs de se réapproprier l'espace public.
La 21ème édition s'annonce tout aussi prometteuse du 16 novembre au 2 décembre 2018.

97
ANIMATIONS

159
STRUCTURES IMPLIQUÉES

6000
PERSONNES SENSIBILISÉES

POUR EN SAVOIR PLUS
>WWW.FESTISOL.ORG OU CONTACT@CENTRAIDER.ORG

RENAUD METTRE SUCCÈDE À TONY BEN LAHOUCINE À LA TÊTE DE CENTRAIDER

Un Conseil d'Administration de Centraider s'est tenu le 13 mars 2018 à l'Espace Tivoli de Bourges.

Lors de ce Conseil d'Administration, Renaud Mettre représentant l'association « Médina », basée à Bourges (membre du Collège des associations locales non affiliées) a été élu à l'unanimité comme nouveau Président de Centraider. Il succède ainsi à Tony Ben Lahoucine, Président depuis 8 ans : « Nos histoires avec un h minuscule font l'Histoire en H majuscule. Un président franco libanais succède à un franco marocain... Mes félicitations à Renaud Mettre ».
Renaud Mettre, Conseiller départemental du Cher et Président fondateur de l'association « Tivoli Initiatives-espace habitat jeunes » a présenté son parcours, sa vision et ses ambitions pour Centraider dans l'édito de la newsletter d'avril dernier.

En gage d'amitié et de remerciements, Tony Ben Lahoucine a été élu à l'unanimité Président d'Honneur de Centraider.

Des représentantes du Collectif des Organisations de Solidarité internationale issues de l'Immigration (COSIM) en région Centre-Val de Loire, récemment créé, ont participé au CA en tant que membres associés.

L'édito de cette revue vous présente le parcours, les engagements et ambition de Renaud Mettre, nouveau Président de Centraider.

RETROUVEZ L'INTERVIEW DE RENAUD METTRE SUR NOTRE PAGE FACEBOOK

PHOTO : EZRA JEFFREY / UNSPLASH.COM

FINANCEMENT : GÉNÉRATION CLIMAT

ICI ET LÀ-BAS, LA JEUNESSE SOLIDAIRE POUR RELEVER LE DÉFI CLIMATIQUE

FONDATION POUR LA NATURE ET L'HOMME
Créée par Nicolas Hulot

en partenariat avec FORIM

Sensibiliser les jeunes aux enjeux du changement climatique et aux inégalités qui en découlent, les inciter à devenir des acteurs de la solidarité et les accompagner dans la définition et la mise en œuvre de projets en France ou à l'international, tels sont les objectifs du programme Génération Climat.

Conçu par la Fondation pour la Nature et l'Homme (créée par Nicolas Hulot) et le Forum des Organisations de Solidarité Internationale Issues des Migrations (FORIM), « Génération Climat » s'adresse aux jeunes de 15-35 ans, notamment ceux issus des migrations. Sur le web et sur le terrain, de nombreux outils et des activités variées leur sont proposés. De la réflexion à l'action, tout est mis en œuvre pour susciter l'envie d'agir et favoriser la réalisation des initiatives contre le changement climatique.

Des premiers pas de la mise au point du projet, jusqu'à son financement, le site www.generation-climat.org concentre de nombreuses informations clés.

DES FINANCEMENTS ENTRE 1000 € ET 10 000 € POUR CONCRÉTISER SON PROJET

Pour accompagner les porteurs de projets, Génération Climat propose trois dispositifs de soutien financier : Agir en France, Agir en service civique, Agir à l'international. Pour candidater, il suffit de remplir en ligne, sur generation-climat.org, l'un des trois formulaires correspondant à chacun des dispositifs. Pour en bénéficier, l'action mise en œuvre doit combiner la lutte contre les changements climatiques et la solidarité en France ou à l'international.

- Jusqu'à 1000 euros pour Agir en France
  Dispositif ouvert à un groupe de jeunes de moins de 35 ans, composé de 3 personnes minimum.

- Des subventions pour Agir en service civique
  Dispositif ouvert aux jeunes de 16 à 25 ans. Génération Climat offre la possibilité de réaliser son projet dans le cadre d'une mission de service civique de 6 mois, en France et/ou à l'international, en indemnisant la structure d'accueil à hauteur de 1500 € et en versant une indemnité mensuelle pour le volontaire.

- Jusqu'à 10 000 euros pour Agir à l'international
  Dispositif ouvert à une association de jeunes qui porte un projet de lutte contre les changements climatiques et de solidarité internationale à l'étranger.

POUR EN SAVOIR PLUS >WWW.GENERATION-CLIMAT.ORG

PHOTO : CHRIS SCHWAGGA / ÉDITIONS GRASSET

portrait de Gaël Faye

L'ÉCRITURE MUSICALE

Il parcourt la région Centre-Val de Loire au printemps 2018 et sera notamment à l'affiche du « Festival Terres du Son » l'été prochain, Gaël Faye est l'une des nouvelles figures de la scène artistique qui jongle avec les cultures autant qu'il change de facettes. Il délivre un rendu musical et romancier à l'allure de trait d'union entre ici et là-bas.

Né au Burundi en 1982 d'une mère rwandaise et d'un père français, il arrive en France à l'hiver 1995 après le déclenchement de la guerre civile et le génocide des Tutsis au Rwanda un an plus tôt. Il passe son adolescence dans les Yvelines et découvre ainsi le rap. Après avoir obtenu un master de finance, il travaille à Londres pour un fonds d'investissement. Gestionnaire de portefeuille le jour, il compose et écrit la nuit. « Au début c'était des petits textes sur des bouts de papier. C'est devenu du rap » se rappelle-t-il. Chansons, poèmes, nouvelles tout y passe pour se questionner sur le sens de sa vie, de son origine à ses buts. « J'avais un cadre, des horaires. Mais les risques, je ne les visitais pas, ils restaient dans l'ordinateur » confie-t-il. Il quitte la City deux ans plus tard pour se lancer dans l'écriture et la musique.

« IL QUITTE LA CITY DEUX ANS PLUS TARD POUR SE LANCER DANS L'ÉCRITURE ET LA MUSIQUE »

Autant influencé par les littératures créoles que par la culture hip hop, il sort un album en 2010 avec le groupe Milk Coffee & Sugar (qui sera d'ailleurs la révélation du Printemps de Bourges en 2011). Métissage culturel et musical, leurs compositions abordent aussi des problèmes d'ordres mondiaux comme la mondialisation et les relations Nord-Sud. En 2013 paraît son premier album solo, « Pili Pili sur un croissant au beurre ». Enregistré entre Bujumbura et Paris, il se nourrit d'influences musicales plurielles : du rap teinté de soul et de jazz, du semba, de la rumba congolaise et du sébène notamment.

« Petit pays », son premier roman aux allures autobiographiques, sort en 2016 : Gabriel a une dizaine d'années au début des années 1990. Il vit une enfance heureuse dans le confortable quartier de Kinanira à Bujumbura (Burundi) avec ses parents et sa petite sœur Ana. Son père est un expatrié français, chef d'entreprise et sa mère est rwandaise. Il a une bande de copains avec qui il fait les quatre-cents coups. Mais la réalité géopolitique va emporter ce bonheur innocent de l'enfance avec la guerre civile au Burundi qui précède le génocide des Tutsis au Rwanda.

L'écriture de son roman lui permet de retrouver par instant une sorte de paradis perdu : « J'avais trouvé, du côté d'Alfortville, un petit bureau au milieu d'une zone industrielle. Dehors, on entendait des bruits de travaux, mais quand j'entrais dans mon bunker tapissé de cartes du Burundi, de photos d'Afrique, j'étais là-bas, avec le petit Gaby et ses copains d'école. »

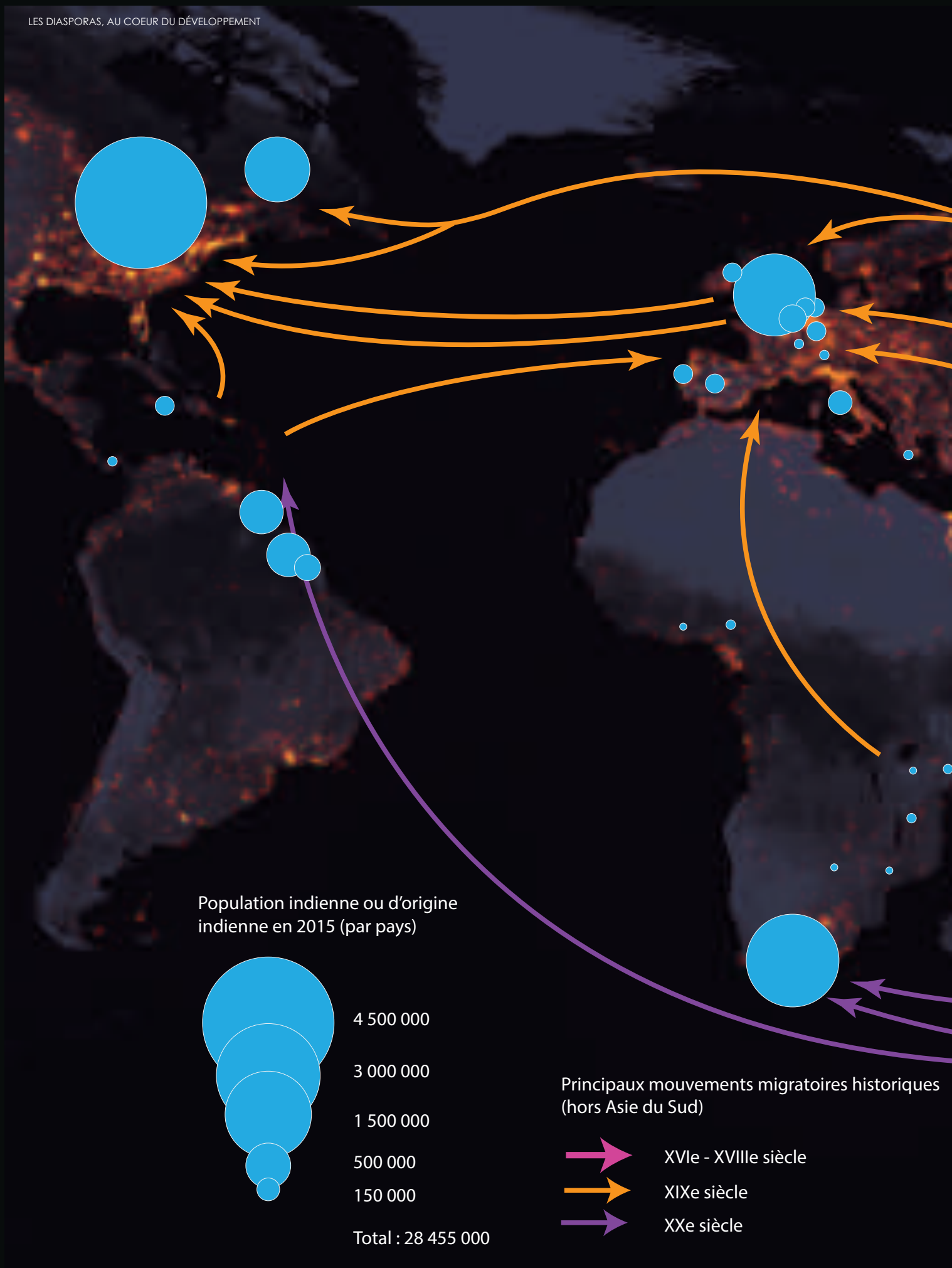
Inspiré de toute évidence par son enfance, où se mêlent les interrogations de ses personnages aux siennes traversées durant cette période « Petit pays n'est absolument pas mon histoire » précise-t-il. Lucide, Gaël Faye a la crainte d'oublier et c'est pour cela qu'il est domicilié désormais au Rwanda : « Lorsqu'on vit en exil, on a tendance à se forger des images fantasmées du pays. Je ne voulais pas que le Rwanda soit un pays lointain, abstrait, un pays de vacances. Je voulais le vivre au quotidien. Si j'écris sur le Rwanda ou le Burundi pendant vingt ans sans jamais plus y habiter, ce sera une posture ». L'occasion pour lui aussi de rappeler que l'exil n'est pas un choix. « Je pensais que cette histoire ne pouvait parler qu'à des gens qui ont un tropisme pour l'Afrique. Ma musique est toujours restée dans un cercle relativement confidentiel et je m'attendais au même type d'accueil », confie Gaël Faye, mais le sens du livre va plus loin : c'est une expérience du monde, de ses beautés mais aussi de ses douleurs. Par sa compréhension plurielle et sa sensibilité, « Petit Pays » a obtenu de nombreux prix, notamment le prix du roman Fnac, le prix Audiolib et le Goncourt des lycéens et est traduit désormais dans 36 langues.

« C'EST UNE EXPÉRIENCE DU MONDE, DE SES BEAUTÉS MAIS AUSSI DE SES DOULEURS »

Cependant, Gaël Faye tient à rappeler lors de son passage à Bourges en 2017 qu'il n'est « pas un écrivain qui chante, mais plutôt un musicien qui écrit » car « on ne peut pas se sentir romancier après un roman. Ce serait prétentieux » ajoute-t-il.

Parallèlement, il continue sa carrière musicale et initie le projet « Rythmes et Botanique » en 2016. Sorte de laboratoire musical testé en live, ce travail collaboratif a débouché sur un Extended Play (EP). Il puise ses bases dans le ressenti de l'artiste et de son rapport au monde qui l'entoure. Les textes engagés marquent ainsi son œuvre musical en parlant de la montée des fascismes, qu'ils soient religieux ou politiques, comme « Irruption », ou le morceau « Solstice » qui aborde la question du basculement.

Un EP qui sert ainsi de première étape à la sortie prochaine de son futur album baptisé pour le moment lui aussi « Rythmes et Botanique ».


Population indienne ou d'origine indienne en 2015 (par pays)
4 500 000
3 000 000
1 500 000
500 000
150 000
Total : 28 455 000
Principaux mouvements migratoires historiques (hors Asie du Sud)
XVIe - XVIIIe siècle
XIXe siècle
XXe siècle

infographie

LA DIASPORA INDIENNE

source : P.-Y Trouiller, CNRS-CEIAS / Ministry of Overseas Indian Affairs / Leclerc 2008b (mouvements migratoires)

Zhipeng Li[1], *Thomas Lacroix*[2], *Pierre Kamdem*[3]

REPENSER LA NOTION DE DIASPORA : UNE APPROCHE ISSUE DE LA DIASPORA CHINOISE ET AFRICAINE

MIGRINTER
Migrations internationales, espaces et sociétés

DE LA DIASPORA AUX DIASPORAS : UNE NOTION EN ÉVOLUTION CONTINUE

De ses origines grecques signifiant semer puis essaimer, la notion de diaspora qui figurait déjà dans la bible en référence à l'exil babylonien des Juifs en 586 av. JC, est devenue synonyme de leur dispersion traumatique à forte aspiration de retour vers la patrie perdue. Puis elle évolue en minorant la dimension traumatique afin de faire référence à d'autres groupes en dispersion (Arméniens et descendants d'Africains en Amérique). Cette étape marque l'élargissement du champ lexical de la notion alors associable à celles de migration, exil, esclavage, colonisation, mobilité, imaginaire, pays natal et autres.

Les Sciences Sociales en font un objet d'étude dès les années 1980, en l'étendant aux phénomènes d'hybridation culturelle et de réseaux

PHOTO : LI ZHIPENG, 2012 À QINGTIAN, CHINE

maintenus par les groupes par delà leur dispersion selon Gildas Simon. Dès lors, elle évoque selon cet auteur, tout groupe conservant en migration des liens familiaux, commerciaux, culturels ou politiques avec son pays d'origine et les autres pays d'installation, tout en développant une conscience d'appartenance commune qui transcende les appartenances nationales. Une abondante production scientifique[4] y est alors consacrée, à l'image des travaux de E. Ma Mung sur la diaspora chinoise. Cet auteur admet deux caractères morphologiques objectifs pour la définition minimale d'une diaspora : la multipolarisation de la migration

« LA DÉFINITION MINIMALE D'UNE DIASPORA : LA MULTIPOLARISATION DE LA MIGRATION D'UN MÊME GROUPE NATIONAL, ETHNIQUE OU RELIGIEUX ENTRE DIFFÉRENTS PAYS, ET L'INTERPOLARITÉ DES RELATIONS ENTRE CES DIFFÉRENTS GROUPES »

d'un même groupe national, ethnique ou religieux entre différents pays, et l'interpolarité des relations entre ces différents groupes.

Partant des exemples polonais et marocains, T. Lacroix analyse le rapport au temps qui se construit à l'intérieur des diasporas. La diaspora polonaise, issue de l'occupation de la Pologne par l'Allemagne et l'URSS pendant la 2e Guerre Mondiale, s'est constituée à partir d'une vision magnifiée de la Pologne d'avant-guerre. Elle entretient une mémoire idéalisée des temps qui précèdent la migration appelée mémoire exilique. A cette catégorie appartiennent les diasporas issues d'un événement traumatique : diaspora juive ou arménienne, tamoule ou kurde. Les militants marocains à l'étranger présentent un profil différent. La conscience d'appartenance à un groupe transnational s'est construite à travers les luttes ouvrières dans le pays d'accueil. Ces diasporas sont le produit de pratiques (militantes, culturelles, entrepreneuriales) produites en migration : diaspora chinoise, libanaise, ou diaspora noire atlantique.

Malgré le caractère particulièrement heuristique de l'objet diaspora pointé par E. Ma Mung, le concept est en quelque sorte devenu victime de son succès. La multiplication des études de cas s'est accompagnée d'une inflation de définitions induisant par conséquent une absence de clarification. Devenue polysémique, elle rend difficilement compte de la diversité des contextes « diasporiques » selon L. Anteby-Yemini et W. Berthomière. Cette perte de substance heuristique aussi constatée par T. Lacroix, s'est accentuée tandis que le terme de diaspora a pénétré le vocabulaire de l'expertise administrative et politique pour désigner des nationaux d'un pays qui se sont expatriés. Selon Schnapper, Costa-Lascoux et Hily, l'utilisation de la notion de « diaspora » a ses limites dès lors qu'elle devient un simple synonyme de « groupe ethnique » ou encore groupe national émigré. Nous allons voir comment, en pratique, fonctionne une diaspora à travers l'exemple de la diaspora chinoise. Nous verrons par la suite comment les pouvoirs publics des États de départ se sont saisis de ce terme pour ébaucher des politiques de développement en s'appuyant sur les transferts (monétaires, de compétences) des migrants.

LES CHINOIS EN MIGRATION : UNE DIASPORA DE DIASPORAS

La diaspora chinoise est constituée d'une multitude de groupes ethniques et linguistiques. Selon E. Ma Mung, elle se présente comme un réseau de réseaux, une diaspora de diasporas, pouvant être appréhendée comme une entité socio-spatiale (ou un « peuple ») capable de se reproduire dans la forme de la dispersion. Il y a le sentiment d'appartenance à un même pays d'origine, la Chine, mais aussi à un lieu de naissance au sein d'un pôle diasporique des Chinois. La pratique commune du mandarin est un élément important qui contribue à unifier l'ensemble de différents groupes migrants chinois. Elle facilite aussi le renforcement du sentiment d'appartenance à la Chine des individus qui composent la diaspora chinoise par effet de multipolarisation. À partir de ce trait commun, E. Ma Mung fait remarquer que les différents migrants chinois peuvent également renforcer leur appartenance à un même sous-groupe grâce à la pratique de leur propre « dialecte », ceci par effet d'interpolarité.

La diaspora Wenzhou se révèle être une partie de la diaspora chinoise dans le monde. À ce sujet, l'unité de la diaspora Wenzhou réside dans le fait que les individus parlent la

1 Docteur en géographie (Université de Poitiers/CNRS - Migrinter UMR 7301) et post-doctorant (Sciences Po Paris/CNRS - CERI UMR 7050).

2 Chargé de recherche en géographie (CNRS - Migrinter UMR 7301), directeur adjoint de Migrinter (2015-2017), coordinateur adjoint de la revue Migration Studies et chercheur associé au CERI UMR 7050.

3 Professeur des Universités au Département de Géographie de Poitiers (Université de Poitiers - Migrinter UMR 7301)

4 Bruneau 1995; Ma Mung, 1996 ; Schnapper, Costa-Lascoux, et Hily 2001; Dufoix 2003; Anteby-Yemini, Berthomière, et Sheffer 2005; Anteby-Yemini et Berthomière 2005 ; Bordes-Benayoun et Schnapper 2006, 2008; Lacroix 2013 ; Simon, 2015

même langue, ou dialecte, qui est différente du mandarin et difficilement compréhensible par les non-locuteurs. On estime à plus de 650 000 personnes le nombre des Chinois de Wenzhou dans le monde dans les années 2005-2010.

« ON ESTIME À PLUS DE 650 000 PERSONNES LE NOMBRE DES CHINOIS DE WENZHOU DANS LE MONDE DANS LES ANNÉES 2005-2010 »

La répartition géographique de la diaspora Wenzhou est complètement différente de celle d'autres Chinois de la diaspora qui sont principalement installés en Asie du Sud-Est. Ils sont principalement installés en Europe. Les entreprises jouent un rôle essentiel dans la reproduction identitaire du corps social en dispersion. À partir d'un pays d'installation comme la France, les interactions entre acteurs Wenzhou se retrouvent dans les systèmes de financement, de recrutement de personnel, d'approvisionnement des marchandises et d'échanges quotidiens entre entrepreneurs et travailleurs. C'est en effet à l'intérieur de l'entreprise Wenzhou et plus largement au sein d'un secteur économique homogène que peuvent s'articuler étroitement d'efficaces logiques à la fois commerciales et affinitaires (confiance, interconnaissance et « habitudes ») relevant de l'« entrepreneuriat ethnique » tel que défini dans les recherches sur le commerce ethnique.

Aux côtés d'autres diasporas comme les Chaozhou, les Hakka, les Wenzhou dessinent les contours de la diaspora chinoise dans le monde. Entre les différentes diasporas (Wenzhou, Chaozhou, Hakka, etc.), des relations inter-diasporiques existent.

« ENTRE LES DIFFÉRENTES DIASPORAS (WENZHOU, CHAOZHOU, HAKKA, ETC.), DES RELATIONS INTER-DIASPORIQUES EXISTENT »

Ces relations se traduisent par la constitution de réseaux migratoires au sein même de la diaspora chinoise. Par exemple, lors de la dernière cérémonie du renouvellement de l'instance de direction d'une association de la diaspora Wenzhou, un représentant de l'association de Chaozhou était présent pour, entre autres, formuler ses vœux de réussite à l'organisation. De cette manière, les Wenzhou bâtissent et entretiennent des relations fraternelles avec les Chaozhou en France, leur permettant d'y nouer facilement des liens au niveau de la politique avec leur pays d'origine.

DIASPORA ET DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

Cet exemple des Wenzhou conforte la position optimiste des tenants d'un lien fort entre Diaspora et développement. En ce qui concerne le continent africain, la panne de développement qu'il endure depuis les décolonisations oblige les principaux acteurs (Etats, organisations internationales, communautés économiques régionales, etc.) à intégrer dans leurs boites à outils le principe de la mobilisation de la diaspora dont le potentiel de financement évalué à partir de ses remises de fonds croit de manière continue. Il est ainsi passé d'environ 40 milliards de $USD en 2010 à près de 60 milliards $USD en 2016 selon la Banque Mondiale, surclassant très largement l'Aide Publique au Développement pour le continent en baisse continue. Pour ce faire, ces acteurs se sont bien souvent appliqués à définir les contours conceptuels de la notion de diaspora, à l'instar de la Banque Africaine de Développement (BAD).

En effet, dans l'élaboration de sa stratégie opérationnelle, le conseil d'administration de la BAD propose de considérer comme faisant partie de cette diaspora africaine, toute personne d'origine africaine vivant hors du continent, désireuse de contribuer à son développement et à la construction de l'Union Africaine, quelles que soient sa citoyenneté et sa nationalité. Ce conseil émet aussi des limites à ce statut de diaspora africaine que ne confèrerait ainsi pas la simple expatriation. Car selon lui, ce statut nécessite une construction active d'une communauté basée sur une communication effective entre ses membres, concourant par ailleurs à l'instauration d'une institutionnalisation collective fondée sur des objectifs communs et sous-tendue par des activités précises (économie ethnique, dynamique associative et solidaire, etc.). De cette définition émergent trois dimensions majeures : spatio-temporelle, fonctionnelle et idéelle (voire idéologique).

PHOTO : LI ZHIPENG, 2012 À QINGTIAN, CHINE

« DE CETTE DÉFINITION ÉMERGENT TROIS DIMENSIONS MAJEURES, À SAVOIR UNE DIMENSION SPATIO-TEMPORELLE, UNE DIMENSION FONCTIONNELLE ET UNE DIMENSION IDÉELLE VOIRE IDÉOLOGIQUE »

La dimension spatio-temporelle retient le principe de l'« origine africaine » qui postule deux catégories au sein de cette diaspora. La première qualifiée d'« ancienne diaspora » fait référence aux populations d'ascendance africaine installées hors du continent depuis le XVI^{ème} siècle, par le biais du commerce triangulaire. Estimées actuellement à plus d'une centaine de million de personnes, elle se retrouvent principalement dans les Amériques, avec de fortes présences aux Etats-Unis, au Mexique, au Brésil, en Colombie et dans les Caraïbes.

Des liens se mettent actuellement en place avec le continent à travers des séminaires et foras, ainsi que des initiatives de promotion des racines ancrées dans des projets tels que « Mother of Humanity »[1], ou encore « African Ancestry »[2]. La seconde catégorie appelée « nouvelle diaspora africaine » par la BAD, apparaît au cours du XX^{ème} siècle, dans le sillage des difficiles processus de décolonisation. Elle s'alimente de flux migratoires aussi volontaires que contraints, initialement orientés vers les anciennes métropoles coloniales, et vers les pays du Golfe arabique. Ces destinations développent des politiques d'accueil de plus en plus restrictives, conduisant à la relocalisation intracontinentale de ces flux. Ainsi, sur les 36.252.944 Africains en migration en 2017 selon l'ONU, 19.351.469 vivent dans un pays africain ne relevant pas de leur première nationalité. On note ainsi une des limites de la définition utilitariste de la BAD qui élude la forte présence de Nigérians au Cameroun et en Afrique centrale, de Maliens et Burkinabés installés en Côte d'Ivoire, de Béninois et autres Ouest-africains au Gabon, de Zimbabwéens, Angolais et Kenyans en Afrique du Sud, ou encore de nombreux Somaliens et Erythréens en Ethiopie.

1 http://motherofhumanity.org
2 http://www.africanancestry.com/home/

« AINSI, SUR LES 36.252.944 AFRICAINS EN MIGRATION EN 2017 SELON L'ONU, 19.351.469 VIVENT DANS UN PAYS AFRICAIN NE RELEVANT PAS DE LEUR PREMIÈRE NATIONALITÉ »

Cette seconde dimension fait allusion aux constructions réticulaires que soutiendraient divers mécanismes de connexion et de production de vie sociale et économique à caractère communautaire. C'est le cas des Home Town Associations (HTA) et des Organisations de Solidarité Internationale de Migrants (OSIM) actives autour de projets de développement parfois assistés par les pouvoirs publics tant de pays de départ que des pays d'accueil (cas du PAISD depuis 2005 au Sénégal, et des Obligations Millenium Corporate depuis 2008 en Ethiopie). Ces initiatives aboutissent bien souvent à la création d'écoles, de centres de santé, de cases communautaires, de forages et de petites activités génératrices de revenus soutenues par la finance solidaire. Le degré de confiance et d'engagement que sollicitent ces types de programme justifie la troisième dimension de cette définition de la BAD, à savoir la dimension idéelle voire idéologique.

Elle implique la croyance en une capacité de développement d'un continent englué dans des contradictions paralysantes. Les désirs de développement y achoppent à de sévères déficits démocratiques entravant ses nombreux atouts tels qu'une forte proportion de jeunes et une bonne disponibilité de ressources naturelles stratégiques. Faire partie de la diaspora exigerait ainsi une forte dose d'abnégation des postulants face aux restrictions accrues des diverses libertés sur ce continent, à l'instar des libertés de circulation, d'expression et d'entreprise. C'est aussi en quelque sorte un appel aux engagements idéels et idéologiques en faveur du continent tels que mènent un certain nombre de migrants africains installés à l'étranger tant sur le plan politique que culturel. L'une de leurs missions majeures consisterait à œuvrer pour la réhabilitation de l'image fortement écornée à l'extérieur d'un continent pour lequel ils participeraient ainsi activement à la mutation en cours.

Thameur Hemdane & Souheil Lassouad

LES DIASPORAS ET LES TRANSFERTS DE FONDS EN AFRIQUE

Thameur Hemdane est le CEO d'AfrikWity et fondateur de la plateforme de financement participatif en dons CoFundy. Souheil Lassouad est en charge de l'analyse des dossiers d'investissement et des relations avec les entrepreneurs.

LA DIASPORA AFRICAINE, UN ACTEUR INCONTOURNABLE DU DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

La diaspora africaine est considérée aujourd'hui comme la sixième[1] région de l'Afrique. En effet, de par son poids démographique, politique et économique, la diaspora revêt, une importance capitale dans le développement de l'Afrique. Cette diaspora contribue non seulement au développement économique et social de l'Afrique via les transferts de fonds, mais elle contribue également aux transferts de compétences et de technologies vers l'Afrique.

Ainsi, en 2016, la diaspora africaine a transféré plus de 60 milliards de dollars[2] vers le continent africain. Ces montants sont en constante progression et n'ont pas fléchi malgré les crises économiques et financières de ces dernières années. Ils n'incluent aucunement les transferts par les voies informelles qui sont loin d'être négligeables et qui pourraient même surpasser les transferts formels. Le poids des transferts de fonds de la diaspora africaine est d'autant plus important qu'ils représentent plus de 20% du PIB de certains pays comme le Libéria et les Comores[3] et

1 En 2006, l'organisation panafricaine décide d'ériger la diaspora africaine en sixième région du continent, au même titre que l'Afrique australe, l'Afrique centrale, l'Afrique du Nord, l'Afrique orientale et l'Afrique de l'Ouest.

2 Source : Fonds International de Développement Agricole

3 http://www.rfi.fr/hebdo/20170609-argent-dias-

PHOTO : SHUTTERSTOCK / AFRIKWITY

qu'ils ont permis de financer 60% des infrastructures au Mali. Par ailleurs, ces transferts de fonds sont supérieurs aux 27 Md$[4] de l'aide publique au développement et aux 56 Md$[5] d'investissements directs étrangers en Afrique.

Si deux tiers[6] des transferts de la diaspora africaine servent à répondre aux besoins élémentaires des familles restées en Afrique (frais de santé, biens de consommation, frais de scolarité, etc.), le reste est principalement investi dans l'immobilier. Force est de reconnaitre qu'une augmentation de la part des fonds investis dans l'économie productive telle que dans les entreprises permettrait d'accélérer le développement des économies africaines et donc la création d'emplois.
En effet, le secteur privé reste la clef de voute du développement du continent africain, comme en témoigne Bertrand Badre, ancien directeur général et financier du groupe la Banque Mondiale, « le rôle du secteur privé est central pour le développement de l'Afrique ».

pora-une-manne-substantielle-pays-africains
4 Source : OCDE
5 Source : CNUCED
6 Source : Banque mondiale

LE CROWDFUNDING, UNE INNOVATION AU SERVICE DES DIASPORAS POUR FINANCER LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

La révolution digitale a transformé la relation qu'ont les diasporas avec l'Afrique. En effet, l'adoption croissante des nouvelles technologies par les diasporas dans leurs pays d'accueil et la pénétration rapide du mobile et de ses applications innovantes en Afrique, tels que les outils de communication (Ex. WhatsApp) et les applications de paiement mobiles, ont permis de renforcer l`engagement des diasporas à être à la fois des acteurs du développement de l'Afrique et des artisans de sa transformation moderne.

« LA RÉVOLUTION DIGITALE A TRANSFORMÉ LA RELATION QU'ONT LES DIASPORAS AVEC L'AFRIQUE »

Si la diaspora africaine souhaite contribuer davantage au développement de projets à fort impact social, culturel et/ou économique, elle reste cependant attentive à la qualité de ces projets et à la transparence dans l'affectation et l'utilisation de ces fonds. En associant les nouvelles pratiques du digital et les pratiques solidaires et transparentes, le Crowdfunding permet de répondre aux exigences de mobilisation effective de cette diaspora.

Avec une épargne dans les pays d'accueil estimée à 50 Md$, la diaspora constitue une nouvelle forme de financement qui pourrait répondre au manque de fonds des PME et des startups en Afrique. En effet, les 44 millions de PME africaines ont un besoin en fonds estimé à 331 Md$ sachant que 70% de ces PME manquent de financement long terme et 80% n'ont pas accès au crédit bancaire. A ce titre, l'Equity Crowdfunding[7] permet, en particulier, de canaliser l'épargne de la diaspora vers des projets d'investissement de l'économie productive.

7 Equity Crowdfunding ou financement participatif en actions est une forme de financement participatif permettant d'investir dans des entreprises en échange d'une partie du capital de ces dernières.

« C'EST SUR LA BASE DE CE CONSTAT, QU'AFRIKWITY, PLATEFORME D'EQUITY CROWDFUNDING DÉDIÉE À L'INVESTISSEMENT EN AFRIQUE, A ÉTÉ CRÉÉE »

C'est sur la base de ce constat, qu'Afrikwity, plateforme d'Equity Crowdfunding dédiée à l'investissement en Afrique, a été créée. Elle permet à la diaspora africaine d'investir dans les startups et les PME, d'une manière 100% digitale et sécurisée.

D'un côté, Afrikwity sélectionne rigoureusement les entreprises qui cherchent à lever des fonds et les accompagne dans la structuration financière et juridique de leurs opérations de financement. De l'autre côté, Afrikwity anime une communauté d'investisseurs qui souhaitent affecter une partie de leur épargne dans des projets entrepreneuriaux innovants et ayant un impact positif sur le développement de l'Afrique.

Ainsi, en s'appuyant sur l'innovation financière et le digital, Afrikwity crée les bonnes conditions de confiance et de transparence pour permettre à la diaspora africaine d'être un acteur du développement du continent africain tout en bénéficiant d'investissements dans un marché émergent à fort potentiel de croissance.

AFRIKWITY

POUR EN SAVOIR PLUS >WWW.AFRIKWITY.COM

Martin Fleury, Bamadi Sanokho, Saïd Bourjij

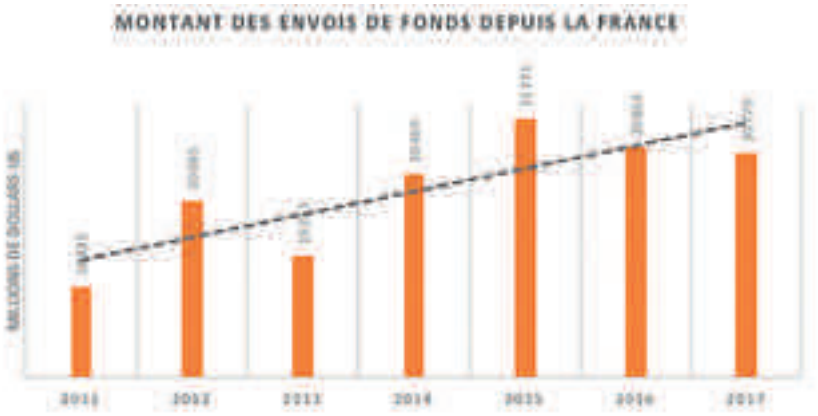
TRANSFERT DE FONDS DES MIGRANTS : UN POTENTIEL INEXPLOITÉ ET UNE NÉCESSAIRE RÉGULATION

Martin Fleury est le fondateur du cabinet R.M.D.A, Bamadi Sanokho est expert en migration et développement et Saïd Bourjij est expert en financement du développement.

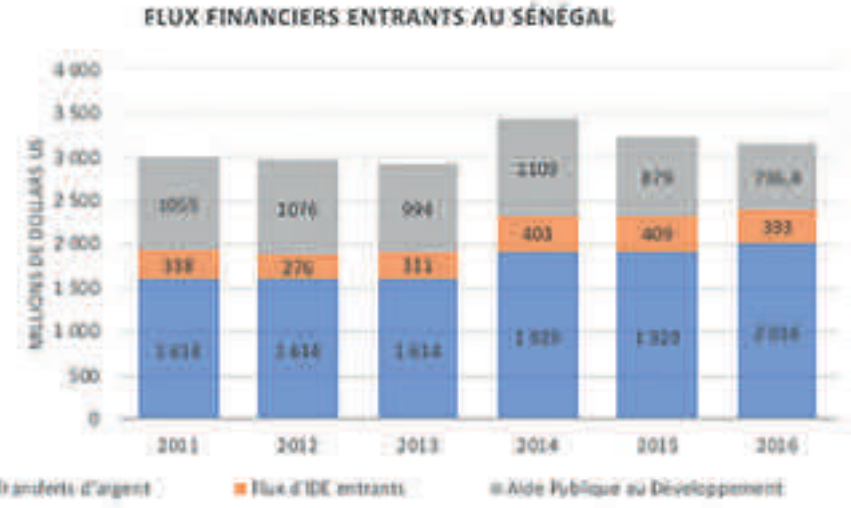
Les transferts de fonds des migrants soutiennent des communautés entières en Afrique. Ils jouent un rôle d'amortisseur social par l'apport de ressources à des localités urbaines et rurales qui bénéficient moins des retombées de la croissance, et d'équilibrage monétaire avec l'afflux de devises dans la balance des paiements des États.

Pour autant, leur coût reste souvent dissuasif et encourage un secteur informel de plus en plus sophistiqué qui échappe à toute régulation. La FinTech et les opérateurs de téléphonie pourraient permettre une baisse significative des coûts, mais sont aux prises avec des exigences règlementaires fortes et nécessaires. Enfin, les solutions législatives et techniques pour encourager ces fonds à financer l'économie productive sont méconnues ou sous-exploitées.

PHOTO : WILLIAM STITT / UNSPLASH.COM



Source: Bilateral remitances matrix, Banque Mondiale



Sources : Banque Mondiale et CNUCED

DES ENJEUX COLOSSAUX POUR DES MONTANTS EN CONSTANTE AUGMENTATION

Les transferts de fonds des diasporas vers leur pays d'origine occupent une place centrale dans les questions de politique publique pour des raisons budgétaires (impact sur la balance des paiements), réglementaires (traçabilité des flux financiers) ou encore migratoires (limitation de l'immigration économique). Ils représentent un enjeu majeur pour le développement de l'Afrique.

Les transferts effectués depuis la France vers le monde sont en progression constante et ont atteint près de 21 milliards d'euros en 2017 (contre environ 19 milliards en 2011). Du côté des pays récipiendaires, ces transferts représentent très souvent des sommes supérieures à l'aide publique au développement et aux investissements directs étrangers. Ainsi, au Sénégal, ils équivalent au double de ces deux montants réunis, et atteignent 5,5 millions de dollars par jour.

UN SUJET PEU MÉDIATISÉ MALGRÉ DES MUTATIONS PROFONDES ET RAPIDES

Des engagements importants ont été pris ces dernières années par les pays du G20 pour accroître le potentiel des transferts de fonds des migrants. Les 20 puissances se sont notamment engagées à limiter les frais à 3 % des sommes envoyées en moyenne d'ici 2020. Cette mesure devrait libérer environ 16 milliards de dollars par an en faveur des pays récipiendaires. Mais malgré cette volonté politique, les coûts n'ont que faiblement diminué et représentent toujours en moyenne 7,6 % des sommes envoyées. Le corridor France-Afrique reste le plus onéreux avec des frais atteignant 9,61 %, sans qu'on observe aucune réelle tendance à la baisse depuis 2015.

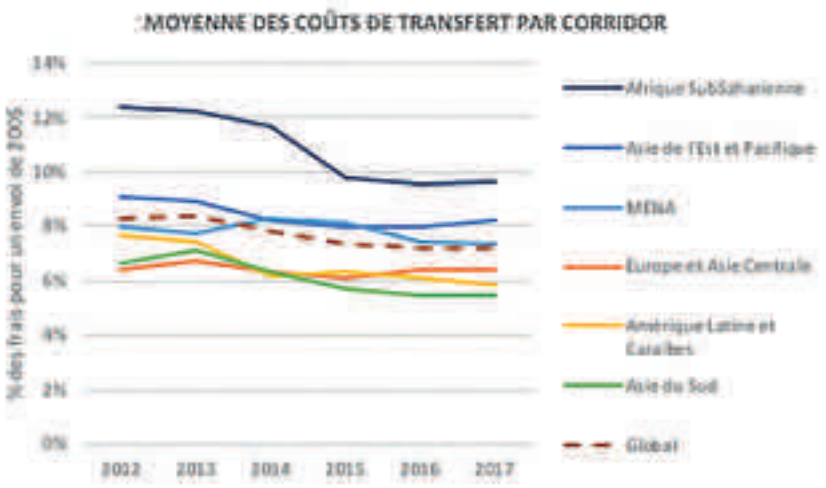
Malgré l'enjeu et les profondes transformations du secteur en cours, le sujet ne figure plus en tête de l'agenda international.

Ce sont les entreprises de télé-

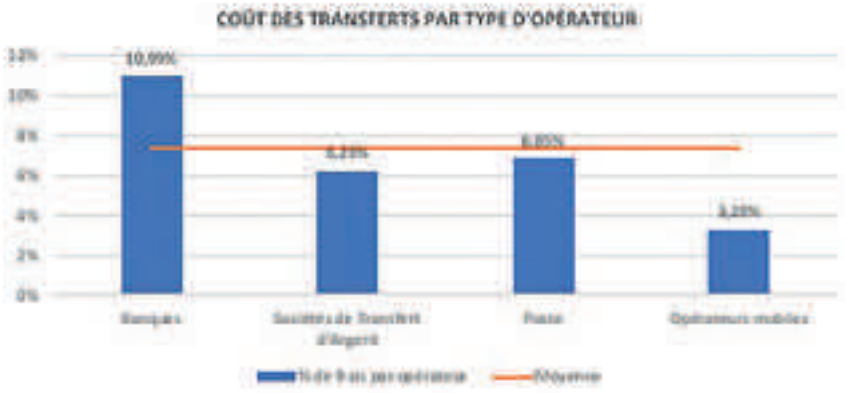
« LES TRANSFERTS EFFECTUÉS DEPUIS LA FRANCE VERS LE MONDE SONT EN PROGRESSION CONSTANTE ET ONT ATTEINT PRÈS DE 21 MILLIARDS D'EUROS EN 2017 (CONTRE ENVIRON 19 MILLIARDS EN 2011) »

communications et de la FinTech africaine qui révolutionnent le secteur. Dans les campagnes reculées d'Afrique, les transactions financières par mobile sont désormais ancrées dans les usages et leurs coûts avoisinent les 3 %. Ces acteurs bousculent les pratiques comme la règlementation bancaire.
Ce vent de changement s'imposera tôt ou tard au Nord par ricochet et produira un impact important sur le coût des transferts. Pour l'heure, ces solutions ne sont autorisées qu'entre pays africains. L'utilisation de ces technologies pour les transferts internationaux se heurte en effet à des problématiques règlementaires et macro-économiques complexes. La lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent imposent notamment de respecter des normes et des procédures que ces nouveaux opérateurs n'ont pas tous intégrées à leur dispositif. C'est ainsi que les transferts électroniques internationaux comme Orange Money sont aujourd'hui bloqués par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

La digitalisation inéluctable des transferts de fonds interpelle également les autorités en termes d'impact sur la balance des paiements. Elles craignent en effet que cette libéralisation facilite la fuite des capitaux en cas de crise économique ou politique.



Source : Remitances prices worldwide 2017, Banque Mondiale



Source : Remitances prices worldwide 2017, Banque Mondiale

FAVORISER L'INNOVATION, ASSURER LA TRAÇABILITÉ ET FACILITER LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

Ces questions n'ont pas encore trouvé de réponse. Déjà investies pour accélérer la baisse des tarifs des transferts avec le site envoidargent.fr depuis 2007, les autorités françaises doivent renouveler leur engagement et leurs actions pour faire des transferts un véritable levier pour le développement de l'Afrique.

Premièrement, il leur faut favoriser l'innovation en appuyant les nouveaux acteurs du secteur FinTech afin de garantir que leur développement se fait dans le respect des règles en vigueur.

Ensuite, la mise en place d'un cadre de concertation paritaire entre les différents intervenants (banques, sociétés de transferts d'argent, opérateurs de téléphonie, représentants de la diaspora) pourrait assurer la traçabilité et améliorer la gouvernance financière. Cela permettrait aussi aux autorités d'animer un dialogue constructif entre les banques centrales et les opérateurs.

Enfin, les transferts de fonds peuvent contribuer au financement du développement et participer à la hausse de l'inclusion financière. Localement, la réception de fonds par le système formel peut être couplée à des outils d'épargne et de garantie classiques et ainsi favoriser l'accès au crédit des populations non bancarisées. Depuis la France, des dispositions législatives encouragent l'utilisation productive de l'épargne par la diaspora : bibancarisation, SICAV alimentant un fonds d'investissement, accès au marché obligataire africain depuis les banques européennes, etc. Mais ces outils n'ont pas encore été exploités à hauteur de leur potentiel.

La combinaison de ces trois éléments permettrait de renforcer considérablement le développement endogène de l'Afrique : les fonds de sa diaspora pourraient plus facilement être mobilisés et investis en faveur d'activités locales, durables et productives. Les transactions seraient rapides, abordables et respectueuses des principes internationaux contre le blanchiment d'argent.

A l'inverse, faute d'accompagnement, le risque est de voir les flux formels continuer de subvenir majoritairement à des besoins de consommation de court terme. Quant aux réseaux informels ils courent le danger d'être infiltrés et utilisés par des réseaux malveillants.

POUR EN SAVOIR PLUS >WWW.RMDA-GROUPCOM

PHOTO : CAN41

Farol Randrianaina

DES JEUNES BLÉSOIS À LA DÉCOUVERTE DE L'AFRIQUE AVEC CAN41

Farol Randrianaina est animateur de la Commission Jeunesse CAN 41 et Président de l'Association A.S.C.I.O.I.

« A la découverte de l'Afrique » était un projet initié par la Coordination CAN 41 pour des jeunes des quartiers nord de Blois. Ce projet nous a permis d'acquérir des compétences en matière de montage de projet. Nous avons bâti nous-mêmes notre projet, avec l'aide technique de la Coordination. Après un départ à 190 jeunes et de nombreux groupes de réflexion, nous avons réellement démarré les choses sérieuses au bout d'un an. Il restait alors trois groupes-projet, qu'il a alors fallu concrétiser. Nous avons créé une équipe de la commission jeunesse de CAN41 dont j'étais l'animateur. Interlocuteur privilégié des jeunes, j'assurais une permanence et animais des rencontres tous les samedis et dimanches après-midi. Six mois plus tard nous avons trouvé un partenaire à Bamako (Mali) : la pouponnière NIABER.

Avec l'aide de CAN41, nous avons organisé des événements pour collecter le maximum d'argent pour partir, faire connaître notre démarche et obtenir le soutien des parents. Avec l'appui financier du Conseil Régional Centre-Val de Loire, nous sommes enfin partis pour Bamako.

Sur place, Mme Maly Bibi SANHO (fondatrice d'ASE-MALI) nous a accompagnés pour toutes nos démarches. Notre objectif premier étant le développement local, nous avons acheté le matériel sur place. Tous les besoins de la pouponnière (nourriture, fournitures, médicaments...) ont été achetés suite à une réflexion collective, en travaillant avec leurs partenaires économiques. Au sein même de la structure, notre rôle était de les soulager sur les activités quotidiennes qui nous étaient accessibles : garde d'enfants, préparation culinaire, nettoyage, achats divers.

Nous avons vécu une expérience extraordinaire qui a transformé notre vision de la vie. Nous avons été confrontés à des situations exceptionnelles pour nous (mais la routine pour la pouponnière) comme par exemple de récupérer avec la police un nouveau-né abandonné quelques heures plus tôt dans une poubelle. A la fin du séjour la pouponnière nous a délivré le titre d'Ambassadeur pour ce projet labélisé « Espoir Banlieue » du Haut-Commissaire à la Jeunesse.

A notre retour, l'expérience riche d'épreuves et de découvertes a été telle que nous avons changé mentalement, psychologiquement et surtout humainement. Nos vies n'ont plus été les mêmes : nous nous sommes tous lancés dans des études pour les uns et dans des activités professionnelles pour les autres. Une bonne surprise pour la plupart de nos parents.

« A NOTRE RETOUR, L'EXPÉRIENCE RICHE D'ÉPREUVES ET DE DÉCOUVERTES A ÉTÉ TELLE QUE NOUS AVONS CHANGÉ MENTALEMENT, PSYCHOLOGIQUEMENT ET SURTOUT HUMAINEMENT »

PHOTOS : SIAD

SIAD

L'ENTREPRENARIAT DE LA DIASPORA AFRICAINE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE

Le Service International d'Appui au Développement (SIAD) est une ONG basée à Montreuil (Ile-de-France) qui œuvre depuis maintenant 30 ans pour soutenir les initiatives locales afin de faire émerger une économie africaine stable, pérenne et inclusive. Depuis 2007 le SIAD a décidé de faire de la Diaspora Africaine une interlocutrice privilégiée dans la définition de sa stratégie d'intervention.

A l'écoute de cette diaspora et convaincus qu'elle est une ressource stratégique pour les pays d'origine, nous nous sommes posé la question suivante : quelles conditions faudrait-il réunir pour que les membres de la Diaspora Africaine deviennent des acteurs importants du développement économique de l'Afrique ? La réponse la plus évidente a été de favoriser l'entreprenariat.

Nous avons donc développé deux dispositifs visant à soutenir les initiatives associatives des migrants, et les entrepreneurs de la diaspora :
Résonances Nord Sud (RNS[1]) tiers-lieu dédié à l'incubation et l'émergence des entrepreneurs sociaux dont le projet est ancré sur le double territoire Île-de-France et Afrique. Accélérateur de projets, il permet aux entrepreneurs de passer à une nouvelle étape dans leur processus de création à travers un cycle de six à douze mois d'accompagnement.

Cré'Afrique, elle, est la fabrique de projets des diasporas africaines. C'est une communauté de 150 entrepreneurs de la diaspora et d'accompagnateurs. Ces 5 dernières années, Cré'Afrique a accueilli plus de 470 participants lors de ses ateliers, accompagné plus de 100 porteurs de projets dans 10 pays d'Afrique grâce à l'engagement de ses 125 bénévoles. Ces deux dispositifs ont donc le mérite de faire cohabiter deux profils différents de la diaspora : d'une part l'élite qui travaille dans les secteurs de pointes, qui apporte ses compétences et ses expériences en tant qu'accompagnateurs et, d'autres part les émigrés économiques qui à travers Cré'Afrique développent des projets vers leurs territoires ou leurs régions d'origine.
Actuellement, le SIAD est partenaire du dispositif Dias'Invest237, le premier dispositif d'aide à l'entrepreneriat de la diaspora au Cameroun lancé par le Ministère des Relations Extérieures du Cameroun. Le 2nd appel à candidature prendra fin le 15 Juin 2018. Un beau projet qui montre encore une fois l'importance accordée à la Diaspora dans le développement de l'Afrique.

1 RNS : Le dispositif a vu passer de nombreux entrepreneurs prometteurs comme Lionel Aba-Ganguoé, membre de la 4ème promotion de RNS porteur du projet Vijana School pour des cours à domicile réservés via une application mobile qui permet : d'une part un accompagnement des élèves et d'autre part un complément de revenus pour des professeurs et étudiants au Congo.

POUR EN SAVOIR PLUS SUR L'APPEL À CANDIDATURE > DIAS-INVEST.COM

PHOTO : CONSULAT HONORAIRE DE POLOGNE EN FRANCE

Consul honoraire de Pologne à Tours

LES CONSULATS HONORAIRES, QUELLES MISSIONS ?

Patrice Baleynaud est le Consul honoraire de la République de Pologne. Le Consulat honoraire de Pologne installé à Tours depuis cinq ans est aussi maintenant compétent, en plus de l'Indre-et-Loire, pour le Loir-et-Cher, le Loiret, l'Indre et l'Eure-et-Loir.

L'une des missions principales d'un Consulat honoraire, en plus d'apporter aide aux citoyens polonais résidents ou touristes et de participer au développement économique, culturel, universitaire, touristique entre les deux pays, consiste à prendre en compte la Diaspora polonaise.
Une difficulté réside dans la connaissance même de cette diaspora puisqu'elle n'est pas répertoriée, et qu'elle trouve son origine à plusieurs époques. Ainsi avec les évènements politiques du XIXe siècle suite au démembrement de l'Etat polonais (on sait que F. Chopin est venu en France mais pour les inconnus...), puis entre les deux guerres mondiales (on connaît les mineurs polonais dans le Nord mais d'autres sont venus dans notre région) et même maintenant avec les étudiants et les fameux travailleurs détachés.

Ainsi en 2017, grâce à un travail remarquable des archives d'Indre et Loire et de très nombreuses bibliothèques municipales, le thème « Exils » a été décliné pendant un mois permettant de découvrir la présence de nombreuses femmes polonaises venues travailler dans des fermes de Touraine dans le cadre d'un accord entre les gouvernements des deux pays. Dernier prolongement avec une conférence tenue sur ce sujet à Saint-Branchs le 5 avril 2018 « Les Polonaises aux champs » exploitant les lettres de ces jeunes femmes adressées à l'inspectrice du travail d'origine polonaise. On doit signaler que lors de ces diverses rencontres des personnes présentes racontent à chaque fois que leurs grands-parents ont été concernés d'une manière ou d'une autre par cette situation, ce qui est toujours émouvant.

D'autres actions sont possibles cette fois dans le sens France vers la Pologne comme le 10eme voyage pédagogique que j'ai organisé pour 19 étudiants de Master 2 en mars 2018 à Cracovie, Varsovie et Lodz ou notre Faculté de droit de Tours a développé depuis 15 ans une Ecole de droit français.

Le rôle des associations coopérant avec la Pologne est fondamental pour justement connaitre cette diaspora plus ou moins lointaine en sensibilisant les personnes concernées par le moyen de propositions concrètes facilitant l'engagement. On pense en particulier à l'accueil de jeunes polonais dans des familles avec la réciprocité mais aussi à l'organisation de manifestations culturelles sans oublier qu'en 2018 la Pologne célèbre sa Renaissance historique en 1918 après plus d'un siècle de disparition de la carte européenne.

« SANS OUBLIER QU'EN 2018 LA POLOGNE CÉLÈBRE SA RENAISSANCE HISTORIQUE EN 1918 APRÈS PLUS D'UN SIÈCLE DE DISPARITION DE LA CARTE EUROPÉENNE »

PHOTO: PIXABAY.COM

Ingrid Therwath

COURRIER EXPAT À L'ASSAUT DU MONDE

Ingrid Therwath est la responsable de « Courrier Expat » au sein de Courrier International.

En 2017, près de deux millions de Français sont inscrits sur les registres consulaires. En tout, on estime qu'ils sont entre 2 et 2,5 millions à vivre à l'étranger. Ils vivent principalement en Suisse, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Belgique et en Allemagne. Mais certains pays, comme le Portugal, la Turquie, le Chili et le Japon, ont le vent en poupe. Aujourd'hui, un détour par l'étranger est devenu incontournable pour une portion croissante de jeunes diplômés, tant pour leur progression professionnelle que pour leur enrichissement personnel.

Difficile de croire que c'est le fruit du hasard justement : un tiers des lecteurs en ligne de Courrier International vivent à l'étranger. C'est la raison pour laquelle Courrier International a décidé de s'adresser directement à cette communauté grandissante en lançant le site Courrier Expat il y a tout juste deux ans. Il est disponible, en freemium, sur www.courrierinternational.com/expat et est présent sur Facebook, Twitter, LinkedIn et Instagram.

Il s'agit de la première offre éditoriale du groupe Le Monde pour les Français de l'étranger. Destiné aux expatriés français et aux candidats à l'expatriation, Courrier Expat offre des informations puisées dans la presse internationale sur l'environnement professionnel et personnel des Français de l'étranger, sur le même modèle que Courrier international. Ces infos sont organisées sous quatre rubriques : business, éducation, santé et lifestyle.

Mais Courrier Expat explore aussi de nouvelles frontières, en alliant informations, services et dimension communautaire. Les lecteurs peuvent, en devenant membres du Club Courrier Expat, avoir accès aux informations du site, accéder à des conseils d'experts, consulter des offres d'emploi, participer à des forums et voyager grâce aux blogs de notre quinzaine de correspondants expatriés aux quatre coins du monde.

Courrier Expat a l'ambition de devenir le point de rendez-vous incontournable pour les questions de mobilité internationale, en complément du salon annuel Forum Expat, organisé par Le Monde avec Courrier International tous les ans. La prochaine édition aura lieu à Paris les 5 et 6 juin à la Cité de la Mode et du Design à Paris.

Courrier EXPAT

POUR EN SAVOIR PLUS >WWW.LEFORUMEXPAT.COM ET WWW.COURRIERINTERNATIONAL.COM/EXPAT

PHOTO : PACTES

Thierno Sow

UN CITOYEN ENGAGÉ POUR LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS EN FRANCE ET EN GUINÉE

Thierno Sow est le Président de l'association « Des Paroles et des Actes » (PACTES) et membre du Conseil d'Administration de Centraider.

« PACTES MISE EN PRIORITÉ SUR LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION EN APPORTANT NOTRE AIDE POUR LE RAFRAICHISSEMENT D'ÉCOLES DÉLABRÉES OU L'ÉQUIPEMENT DE FOURNITURES SCOLAIRES POUR LES ÉLÈVES »

Comme le disait John Kennedy, ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous. Demandez ce que vous pouvez faire pour votre pays. Je me prénomme Thierno Sow, français d'origine guinéenne, je suis Président de l'association de développement « des paroles et des actes » (PACTES), membre du conseil d'administration de Centraider, et Vice-Président du COSIM Centre-Val de Loire (Collectif des Organisations de Solidarité Internationales Issues des Migrations) créé il y a quelques mois. Très engagé dans le secteur associatif ici (en France) et là-bas (Guinée), je vais tenter en quelques lignes de vous présenter la diversité de mes engagements.

Malgré de riches ressources naturelles, l'amélioration des conditions de vie des populations guinéennes peine à décoller. Pour ne citer que cet exemple, plus de 75 % de la population est considérée comme analphabète. Ce serait contre les valeurs des membres de PACTES de rester inactifs face à ce constat et de ne pas contribuer à notre manière à leur bien-être et l'émancipation de la population.

PACTES mise en priorité sur le secteur de l'éducation en apportant son aide pour le rafraichissement d'écoles délabrées ou l'équipement de fournitures scolaires pour les élèves. Nous menons des actions afin de faciliter l'accès à la scolarité pour les jeunes filles, une couche très vulnérable de la société guinéenne (mutilation génitale, mariage précoce, pédophilie, prostitution...).

PACTES mène des actions de sensibilisation en Guinée afin de contribuer efficacement à l'éducation citoyenne de la population pour lutter contre la délinquance (drogue, banditisme, etc.), les guerres ethniques qui sont souvent la conséquence d'élections contestées et de politiques en manque de programme fiables et adéquats. Promouvoir la responsabilité citoyenne par l'apprentissage de métiers amène les jeunes à prendre leur destin en main et à les sortir de la pauvreté.

Je fais partie également d'un mouvement citoyen guinéen dénommé « au nom du peuple », qui lutte contre l'ethnocentrisme et contribue à l'éveil des consciences de la jeunesse guinéenne en particulier.

PHOTO : DAVID PARADA - OCARINA 45

David Parada

OCARINA 45, DES VOIX POUR L'AMÉRIQUE LATINE

David Parada est le Président de l'association « Ocarina 45 » située à Orléans.

Depuis plus de 40 ans quelques chiliens et chiliennes d'Orléans participent à titre individuel à des manifestations de soutien pour l'Amérique latine. En 2007, l'association OCARINA 45 est née pour fédérer et développer ces aides afin de soutenir des actions solidaires et lutter pour la condition féminine au Chili et en Amérique latine. Ses objectifs majeurs sont de soutenir financièrement les organisations locales pour créer du travail et acheter sur place le matériel nécessaire au développement local.

Depuis 11 ans, de nombreux projets ont été mis en place, toujours en collaboration avec des structures des pays concernés. Ils touchent à des domaines variés comme le développement agricole, la production artisanale, la scolarisation, la réinsertion ou les aides d'urgence. En France, OCARINA 45 finance ses projets en participant régulièrement à des événements associatifs tels que « Le grand unisson » à Saint-Jean de la Ruelle, le marché du monde d'Orléans-La Source, ou « La Fête de l'Europe et Cultures du Monde » à Jargeau. Des soirées-repas avec des spécialités culinaires accompagnées de musiques latino-américaines et la vente de produits artisanaux sont organisées. Pour certains projets plus conséquents il a été nécessaire de regrouper plusieurs associations en France.

Parmi les projets agricoles mis en œuvre on peut citer deux programmes d'aide à la commune de Inza (Colombie). Le premier consistant à remettre en valeur le chachafruto, un fruit oublié qui pousse dans la jungle et qui faisait autrefois partie de la nourriture de base des Colombiens (on en tire une farine), ce qui permet en parallèle de recréer des boulangeries artisanales. Le second projet est la participation à l'achat d'un terrain de culture maraîchère, accroissant l'emploi des femmes et auto-suffisant pour le village.

Au Chili, pays de tradition artisanale pour le travail de la laine et la poterie, deux villages Chonchol et Puerto Saavedra, ont bénéficié d'aides pour l'achat de matières premières et le développement d'acquisition de techniques traditionnelles (poterie et tricot) par les nouvelles générations de Mapuches, grâce à la création d'ateliers artisanaux.

En février 2010 le tsunami a fait basculer des vies entières, en particulier pour les pêcheurs de la région de Maule (Chili). Le retard des aides d'Etat nous a incités à financer l'achat de nouveau matériel pour les coopératives de pêcheurs.

A Lican Ray (Chili) une école de tourisme est née grâce à un multi-financement. Aujourd'hui elle s'autofinance et se transforme en hôtel en dehors des périodes scolaires. A Talca (Chili), un projet de 2013 avec une ONG, le Conseil Départemental Local et des fonds privés permet de continuer à scolariser des jeunes handicapés. Depuis 2017, un projet est mis en place avec l'Eglise pour aider d'anciens détenus à se réinsérer par le travail et la socialisation.

> « EN 2007, L'ASSOCIATION OCARINA 45 EST NÉE POUR [...] SOUTENIR DES ACTIONS SOLIDAIRES ET LUTTER POUR LA CONDITION FÉMININE AU CHILI ET EN AMÉRIQUE LATINE »

PHOTO : AMITIÉ CHINE-MONTARGIS

Amitié Chine-Montargis

UN PONT ENTRE DEUX CULTURES

Créée en 2001, l'association Amitié Chine Montargis s'est donnée pour but d'entretenir et de développer les liens culturels que les Montargois ont initiés au début du XX^{ème} siècle en recevant de jeunes intellectuels chinois venus travailler et étudier dans la capitale du Gâtinais et qui allaient pour la plupart d'entre eux devenir l'élite des créateurs de la Chine Nouvelle.

DIASPORA ET SOLIDARITE INTERNATIONALE

Le mouvement « Travail Etudes » prend racine grâce à Li Shizeng venu à Montargis en 1902, inscrit à l'Ecole Pratique d'Agriculture du Chesnoy. Il y étudie la botanique et les techniques agricoles, sa thèse finale porte sur le soja, avec la première introduction du Tofu en France il y a un siècle. En 1912, il propose au Maire de Montargis de développer un système d'accueil pour ses compatriotes dans la ville, pour leur permettre une formation dans les établissements publics suivant le système d'éducation française ainsi que découvrir le travail dans les entreprises.
Après la Première Guerre mondiale la Chine est en proie à de grands désordres. Dans la Province du Hunan (aujourd'hui jumelée avec la Région Centre-Val de Loire), du Sichuan ainsi que dans d'autres provinces, quelques 3000 jeunes idéalistes vont s'expatrier vers la France, certains à Montargis dans le cadre du mouvement « Travail Etudes » au Collège des garçons ou Collège Chinchon, à l'école des filles, où la mère de René Dumont forme les filles chinoises à l'enseignement et au travail à l'usine Hutchinson comme le font les garçons, à Châlette, ville limitrophe de Montargis. C'est au jardin Durzy que le groupe de l'Association du Nouveau Peuple lance son slogan « Réformer la Chine et Réformer le Monde » en 1920 avec l'idée de création d'un nouveau parti politique qu'ils nomment PCC (Parti Communiste Chinois) pendant la fameuse réunion de Mengdani (Montargis).

« C'EST AU JARDIN DURZY QUE LE GROUPE DE L'ASSOCIATION DU NOUVEAU PEUPLE LANCE [...] L'IDÉE DE CRÉATION D'UN NOUVEAU PARTI POLITIQUE QU'ILS NOMMENT PCC (PARTI COMMUNISTE CHINOIS) »

Ayant acquis leur formation et élaboré un projet politique, social, économique, culturel, ils retournent en Chine et se lancent comme progressistes dans la lutte contre le pouvoir. Beaucoup en mourront, les survivants connaîtront une destinée nationale, tels Xiaoping Deng, Chen Yi ou Enlai Zhou.

AMITIÉ CHINE-MONTARGIS : « UN PONT ENTRE DEUX CULTURES »

Dès le début, les membres fondateurs ont pensé qu'il fallait que l'association travaille à installer un lieu dans Montargis où cette mémoire serait exposée, enrichie et vivante. Le 27 août 2016, les autorités chinoises et françaises ont inauguré le Musée Historique de l'Amitié franco-chinoise, au 15 rue Raymond Tellier à Montargis.

L'association Amitié Chine Montargis se consacre à des activités comme la célébration du Nouvel An Chinois auquel participent des étudiants venus de Chine ; des expositions proposées aux habitants de Montargis ; les adhérents à l'association bénéficient de projection de films chinois, de séances de calligraphie, de sorties à thèmes chinois, de voyages culturels en Chine.

La Présidente de l'association a développé avec succès l'enseignement de la langue chinoise au Lycée et dans plusieurs collèges, ainsi qu'à l'association, avec notamment l'organisation des échanges scolaires annuels avec la Chine.

POUR EN SAVOIR PLUS >WWW.CHINEMONTARGIS.FR

PHOTO : SALOHY

Salohy

L'ENGAGEMENT FRANCO-MALGACHE

L'association franco-malgache Salohy de Bourges agit pour Madagascar à travers deux formes d'engagement : à Madagascar et en France

« NOS BUTS SONT DE PARTICIPER À LA CONSTRUCTION DE LA CANTINE, D'ASSURER L'AUTOSUFFISANCE DE L'ÉCOLE AVEC UN POTAGER, L'ACCÈS À L'EAU POTABLE ET DE FAIRE DON À CHAQUE RENTRÉE DE KITS DE FOURNITURES SCOLAIRES »

L'association franco-malgache Salohy de Bourges agit pour Madagascar à travers deux formes d'engagement: à Madagascar et en France.

Notre engagement à Madagascar consiste en un partenariat avec l'école primaire publique Tsiafahy II, à trente kilomètres au sud de la capitale Antananarivo. Ensemble, nous voulons donner la possibilité aux enfants d'avoir accès à la scolarisation, et leur donner les moyens de suivre l'enseignement dans les meilleures conditions. Nos objectifs sont d'assurer un repas par jour à chaque enfant, l'accès à l'eau potable et fournir le nécessaire à la scolarité (livres, cahiers, crayons, etc.). Ainsi, nos buts sont de participer à la construction de la cantine, d'assurer l'autosuffisance de l'école avec un potager, l'accès à l'eau potable et de faire don à chaque rentrée de kits de fournitures scolaires. Pour cela, l'association dispose des moyens suivants: participation au financement de la construction de la cantine, accompagnement de l'école pour la création du potager, différents moyens pour rendre l'eau potable si besoin, financement de la fabrication des fournitures scolaires à Madagascar afin de favoriser le commerce local, puis le don des fournitures aux enfants.

Jusqu'à ce jour, l'association s'est autofinancée par des actions ponctuelles, mais nous projetons de faire des demandes de subventions, ainsi que du financement participatif.

Concernant notre engagement en France, nous nous concentrons sur la sensibilisation du public à tout âge sur Madagascar et sur ses contraintes et ressources.

Notre objectif est d'organiser des événements pour faire connaître le pays et les actions de l'association. Nous faisons des projections de films, des conférences, et faisons connaître la richesse culturelle du pays à travers la littérature (contes, poésies...).

POUR EN SAVOIR PLUS
> INFO@SALOHY.ORG

PHOTO : CARIDAD

Caridad

DES DIASPORAS SÉNÉGALAISES S'ENGAGENT POUR LA JEUNESSE ET CONTRE L'IMMIGRATION ILLÉGALE

CARIDAD a pour objet de participer activement au développement de l'Afrique et du Sénégal.

« L'ASSOCIATION CARIDAD DU GATINAIS FIGURE DANS CE LOT DES STRUCTURES QUI TENTENT [...] DE CONTRIBUER À LA CONSTRUCTION DU TISSU ÉCONOMIQUE DU SÉNÉGAL »

Une contribution de la diaspora au processus du développement est aussi une volonté politique au Sénégal certes, mais se heurte à de nombreux obstacles. A ce jour, 4 personnes issues de la diaspora sont députés à l'Assemblée nationale du Sénégal. La diaspora dépasse l'investissement direct étranger selon les indications récentes de la Direction de la Prévision et des Etudes Economiques (DPEE).

L'Association CARIDAD DU GATINAIS figure dans ce lot des structures qui tentent en dépit des difficultés administratives de contribuer à la construction du tissu économique du Sénégal en initiant des projets de territoire notamment dans la ville de Thiès et ceci grâce à l'appui des partenaires français de la région Centre-Val de Loire, des communes de Montargis et Châlette-sur-Loing.

Notre projet de construction d'une « maison des petits frères » tarde à voir le jour depuis. Ce retard administratif ne s'explique pas par une mauvaise volonté politique. Bien au contraire tous les pouvoirs politiques sont favorables à nos projets. Des difficultés administratives freinent les projets de l'association CARIDAD DU GATINAIS et de ses partenaires étrangers pour l'équipement de structures hospitalières au Sénégal. En parallèle notre association a lancé en 2012 une émission diffusée sur les chaines de télévisions sénégalaises intitulée PARIS DAKAR RAP GAMES sensibilisant les jeunes contre l'immigration illégale. Actuellement, l'Etat sénégalais, particulièrement au niveau de la présidence est conscient des problèmes et apporte des solutions.

PHOTO : THÉODORE TOULOUGOUSSOU

Théodore Tolougoussou

UN ENGAGEMENT POLITIQUE ET ASSOCIATIF EN FRANCE ET EN CENTRAFRIQUE

Théodore Tolougoussou est Président de l'association GRAP et AEC et administrateur à Centraider.

« CETTE COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE EST UN VRAI PROJET DE TERRITOIRE À TERRITOIRE IMPLIQUANT UNE GRANDE DIVERSITÉ D'ACTEURS »

L'association des élus pour le Centrafrique (A.E.C) et l'association groupe de réflexion d'action et de proposition (GRAP) que j'ai créées avec des personnes issues de l'immigration, ont pour mission de tisser des ponts entre la France et la Centrafrique, par des actions de solidarité, d'échanges puis de participer au développement de la Centrafrique.
L'A.E.C créée en 2012 est ouverte à toute personne exerçant ou ayant exercée un mandat d'élu politique en France. Elle a aussi une antenne à l'assemblée nationale en Centrafrique.
De ce fait, elle favorise le lien entre les collectivités françaises et la Centrafrique en vue de soutenir les valeurs de la démocratie, la technicité et l'expérience des collectivités françaises au bénéfice de celles la Centrafrique, au service de la population.
Pour ce faire, les membres du bureau ont eu une rencontre de travail avec le Président du groupe d'amitiés France-Centrafrique au Sénat, l'ancien Sénateur Jacques Chiron, Martine Grivot représentant le Président de la Métropole d'Orléans, le Président de la métropole de Toulouse, le Maire Jean-Luc Moudenc, le Maire de Chécy, l'Ambassadeur de Centrafrique en France et le personnel diplomatique, bientôt le Maire de Saint-Denis en Val.

L'association GRAP créée en 2000, a contribué à la mise en place d'une coopération décentralisée entre Chécy et Bangui en 2009, des échanges et la formation du personnel de la mairie de Bangui (police municipale, finances, social, informatique, communication, espaces verts et environnement). Dans le cadre d'échanges entre deux écoles primaires (Chécy-Bangui) des pompes à eau, des ateliers informatiques et une bibliothèque ont été initiés. Par ailleurs, des étudiants du CFSA d'Orléans se sont rendus à Bangui afin d'assurer un renforcement de capacité en informatique du personnel de la mairie de Bangui. Cette coopération décentralisée est un vrai projet de territoire à territoire impliquant une grande diversité d'acteurs.

PHOTO : BII-MWINDA

Bii-Mwinda

LES DIASPORAS, ACTEURS ÉCONOMIQUES

Uriel est le PDG et le co-fondateur de Bii-Mwinda, une Start-up en région Centre-Val de Loire (Joué-lès-Tours) qui distribue des solutions énergétiques solaires aux pays en voie de développement à travers l'Afrique. Arrivé en France à l'âge de 8 ans, Uriel a effectué ses études à l'ECAM-EPMI de Paris.

« ILS ONT DONC EU L'IDÉE [...] DE PROTOTYPER DES KITS SOLAIRES INTELLIGENTS PERMETTANT DE FOURNIR DE L'ÉNERGIE »

C'est durant ces années d'études d'ingénieurs, que son camarade Mohamed Salim Drame et lui, ont eu l'idée de créer Bii-Mwinda ayant tous les deux vécus en Afrique ils ont voulu mettre en pratique les connaissances acquises au profit des populations.

Ils ont donc eu l'idée de dimensionner et de prototyper des kits solaires intelligents permettant de fournir de l'énergie aux personnes vivant dans des zones non desservies par le réseau électrique national. Le prototypage et la phase test s'étant déroulés à merveille, Bii-Mwinda lancera sa phase pilote au mois de mai 2018 avec leur offre « Home plus » qui contient un panneau solaire, une box centrale, trois lampes LED (200 lumens, 2x 100 lumens) et un point de recharge pour téléphone portable.

Avec leurs solutions, leurs clients pourront payer leur accès à l'énergie via les plateformes de paiement mobiles existantes. Tous les kits seront monitorés grâce à la plateforme de Bii-Mwinda qui permettra de suivre la consommation de leurs clients ainsi que d'effectuer le service après-vente.

Après cette phase pilote Bii-Mwinda compte proposer de nouvelles offres accès sur l'énergie et l'éducation, de quoi faire d'une pierre deux coups.

Vous souhaitez investir dans un projet à fort impact social, ou vous souhaitez discuter de notre projet ou en savoir plus contactez-nous.

POUR DES INFOS OU EN SAVOIR PLUS > BIIMWINDA@GMAIL.COM ET WWW.BIIMWINDA.COM

PHOTO : LA SAHARIENNE

interview d'Issouf Elli-Moussami

TOURISME & CULTURE : DES VECTEURS DE RAPPROCHEMENT, DE DÉVELOPPEMENT, DE COMMUNICATION ET DE MEILLEURE COMPRÉHENSION DES PEUPLES

Issouf Elli-Moussami est Président de l'association « La Saharienne », basée à Joué-Lès-Tours.
Originaire du Niger, il promeut aujourd'hui un festival international des Cultures Sahariennes au Tchad. Il est également Vice-Président de Centraider.

PHOTOS : LA SAHARIENNE

La 4ème édition du Festival International des Cultures Sahariennes (FICSA) vient de tirer son rideau, que peut-on retenir ?

Dès la première édition en 2012, le FICSA a suscité un dynamisme en attirant plusieurs milliers de visiteurs originaires des régions tchadiennes, des touristes européens et représentations consulaires. Ce qui a permis un brassage culturel entre les nomades d'une part, et les visiteurs d'autre part. Comme à chaque fois, on a pu apprécier la richesse des manifestations traditionnelles : les courses de dromadaires, les parades révélant de somptueux harnachements et les magnifiques costumes des chameliers. De même, les chants et les danses, ont été appréciés et ont donné lieu à des spectacles joyeux et festifs.

Cette année le forum a tenté de répondre à l'épineuse question de la sécurité et de la paix donnant lieu à des échanges riches et fructueux avec des participants concernés au premier chef. Ce festival nous a appris qu'il est nécessaire d'anticiper largement son organisation et de diversifier ses sources de financement.

Avec la montée en puissance du FICSA, soutenu au cours des trois dernières éditions par les hautes autorités du pays, ce tourisme produit un réel impact sur l'économie et le dynamisme de la sous région. Le festival est un volet important de la culture du nord Tchad et rencontre d'année en année un succès croissant dont on peut espérer qu'elle se poursuivra avec de nouvelles activités et une participation toujours plus importante.
Globalement, l'édition 2018 du FICSA fut un très bon cru. S'il convient de saluer la régularité de la dizaine de régions invitées, son aspect international vivement souhaité dès la première heure est aujourd'hui une réalité avec la participation de plusieurs pays qui partagent l'espace Sahélo-saharien.
Nous souhaitons donc poursuivre cette dimension internationale en associant les artistes nationaux ayant acquis une certaine notoriété.

Dans tous les cas, vous avez été distingué par le Président de la République, pour avoir réussi l'organisation du FICSA, avez vous le sentiment d'un devoir bien accompli ?

Plutôt la satisfaction d'un devoir accompli et de la reconnaissance pour le Président qui nous a fidèlement soutenus.

A quand la prochaine édition ? Et dans quelle ville ?

L'année 2018 a été placée sous le double signe de la consolidation et de la pérennisation du FICSA à Amdjarass. La prochaine édition s'y tiendra début mars 2019.

« DÈS LA PREMIÈRE ÉDITION EN 2012, LE FICSA A SUSCITÉ UN DYNAMISME EN ATTIRANT PLUSIEURS MILLIERS DE VISITEURS ORIGINAIRES DES RÉGIONS TCHADIENNES, DES TOURISTES EUROPÉENS ET REPRÉSENTATIONS CONSULAIRES »

Latsouck Ndiaye

LA DIVERSITÉ DES EXPRESSIONS CULTURELLES COMME FACTEUR D'INTÉGRATION ET DE DÉVELOPPEMENT

Latsouck Ndiaye est le Président de l'assocation Afrik'Consult Cultures & Developpement

La diversité des expressions culturelles est considérée comme un véritable facteur d'intégration mais aussi d'éducation des personnes.
L'UNESCO à travers sa convention du 21 octobre 2005 a affirmé à Paris que la diversité culturelle est une caractéristique inhérente à l'humanité, avant d'ajouter que la diversité culturelle constitue un patrimoine commun de l'humanité et qu'elle devrait être préservée et promue au profit de tous.

La diversité culturelle crée alors un monde riche et varié qui élargit les choix possibles, nourrit les capacités et les valeurs humaines.
La place des enjeux de la diversité culturelle reste fondamentale dans la vie des populations car elle s'articule avec des enjeux artistiques, des enjeux de citoyenneté et de vivre-ensemble, en référence aux droits culturels universels.

« LA DIVERSITÉ DES EXPRESSIONS CULTURELLES EST CONSIDÉRÉE COMME UN VÉRITABLE FACTEUR D'INTÉGRATION MAIS AUSSI D'ÉDUCATION DES PERSONNES »

PHOTO : LATSOUCK NDIAYE

Sous cet angle, le dynamisme des actions des personnes d'origine étrangère est considérable dans les quartiers mais l'accès à la culture reste encore un peu compartimenté pour les habitants des quartiers prioritaires, malgré le travail des acteurs et opérateurs culturels sur le territoire.

Les expressions culturelles ne sont pas absentes dans les familles car les habitants la font fleurir tous les jours, à leur façon, à travers les organisations de proximité comme les mariages, les baptêmes ou simplement les activités familiales traditionnelles.

Les pouvoirs publics, les actions citoyennes, les acteurs et professionnels n'ont jamais arrêté de faire le remarquable travail pour rendre accessible la culture aux habitants issus des quartiers prioritaires. La programmation artistique reflète de plus en plus la diversité, les habitants sont de plus en plus impliqués.

Mais malgré toutes les motivations et les efforts, la problématique reste toujours et encore d'actualité. Les habitants restent toujours absents ou difficiles à mobiliser dans les activités.
C'est dans cet ordre d'idée que les associations culturelles ont mis en place plusieurs stratégies et moyens pour rendre accessible la culture, mais surtout sa diversité, utile pour les habitants constitués par la diaspora.
Œuvrant dans cette dynamique, la création d'Afrik'Consult Cultures devient une opportunité, pour découvrir, promouvoir, diffuser et valoriser les différentes cultures du monde.

« ŒUVRANT DANS CETTE DYNAMIQUE, LA CRÉATION D'AFRIK'CONSULT CULTURES DEVIENT UNE OPPORTUNITÉ, POUR DÉCOUVRIR, PROMOUVOIR, DIFFUSER ET VALORISER LES DIFFÉRENTES CULTURES DU MONDE »

Pour cela, l'association a souhaité mettre à contribution les disciplines artistiques telles que la musique, le théâtre, la danse, les arts visuels, la photographie, la mode, le stylisme, le conte, l'humour et le patrimoine.
Sa stratégie consiste à mener des activités dans le but de promouvoir les valeurs culturelles afin de favoriser la cohésion sociale, le vivre-ensemble des communautés par la mise en évidence de l'expression de la diversité culturelle. La question du renforcement de la coopération et des échanges culturels se retrouve aussi au cœur de ses préoccupations.
Présent sur le territoire il y a seulement trois ans, Afrik'Consult se veut une contribution à l'effort de développement culturel et artistique mené par les associations. Pour participer pleinement à l'expression de la diversité des cultures du monde, il est important de créer des plateformes d'évènements, des rencontres échanges qui occasionnent la découverte et la rencontre avec l'autre, dans le but de mieux partager, animer les quartiers et favoriser le lien social entre les habitants.
Par conséquent, l'association a démarré ses activités en 2015 par des ateliers culinaires qui ont rassemblé au début une dizaine de participants et qui ont atteint une quarantaine au fur et à mesure du temps.

Ces ateliers culinaires qui mettaient chaque fois un pays à l'honneur étaient animés par des personnes ressources identifiées dans les quartiers comme étant des exemples mais aussi des volontaires-bénévoles pour la promotion de la culture, de l'éducation des jeunes mais surtout des piliers dans le vivre-ensemble au sein des quartiers. Plusieurs femmes de l'association AFAO (Association des Femmes de l'Afrique de l'Ouest) ont animé ces ateliers culinaires en présentant le plat national de leur pays. Des pays comme Madagascar, le Mali, le Sénégal et le Maroc ont été à l'honneur.

L'appui et l'accompagnement des services publics de la Ville de Blois notamment la mise à disposition de la cuisine équipée du centre social Mirabeau, ont facilité la mise en œuvre de ces activités qui étaient agrémentées par des animations.
Le succès de ces ateliers culinaires corroboré par la participation des habitants des quartiers, la mixité à travers les couches sociales, a abouti à la création et à l'organisation de la première édition du Festival International de la Gastronomie et des Arts du Spectacle (FIGAS), en mai 2017 à Blois, en partenariat avec plus d'une dizaine d'associations des quartiers de la ville.
C'est dans cette même lancée que la deuxième édition du FIGAS s'organise du 14 au 20 mai 2018, en partenariat avec le festival Mix'terres pour mettre en valeur les cultures mais aussi le dynamisme des associations culturelles.

Le mérite revient à la Ville de Blois qui accompagne cette activité, mais aussi à la Maison de Bégon qui s'est ouverte aux initiatives des habitants.
L'association Afrik'Consult Cultures & Développement, actrice pour la promotion et la diffusion des différentes cultures du monde mais aussi du développement culturel, mobilise les acteurs, les partenaires techniques et sociaux vers ce banquet « du donner et du recevoir».

Se sentant toujours concernée dans l'effort de développement, l'implication de la diaspora reste plus que jamais effective et déterminée pour une culture accessible pour tous et un secteur culturel fort et renforcé.

PHOTO : JOAO PEREIRA - AMIZADE

Joao Pereira

AMIZADE, DIFFUSEUR DE FOLKLORE LUSITANIEN

Joao Pereira est le Président de l'association Amizade basée à Issoudun.

Fin des années 50, la dictature militaire infligée par le dictateur Salazar règne au Portugal. 900.000 Portugais sont alors contraints de quitter leur pays, dont plus de la moitié irrégulièrement. Le 25 avril 1974, un coup d'état militaire met fin à quarante-huit ans de dictature. C'était la révolution des Œillets.

Les Portugais installés en région Centre-Val de Loire parfois depuis des décennies, n'ont pas oublié ce tournant de l'histoire de leur pays. Aussi, toute société a besoin de mythes et d'images, alors pourquoi ne célèbre-t-on pas cette date importante avec la jeunesse portugaise dans notre région ? Pourquoi les médias en font abstraction ?

Dans les années 60-70, franchissant l'Espagne et les montagnes pyrénéennes, cette communauté portugaise, composée presque exclusivement d'hommes, forme la première communauté étrangère dans notre pays. Par la suite, femmes et enfants franchissent les frontières et arrivent en France. Cette hémorragie de la population devient alors un épisode majeur pour l'Histoire du Portugal. Jamais ce pays n'avait connu un exode de cette ampleur. À cette époque, la France a besoin de main d'œuvre, aussi les communautés portugaises s'agglutinent principalement dans les agglomérations ayant besoin d'ouvriers. Ils s'amassent sur ces lieux formant des bidonvilles.

Loin de leur pays et de leurs racines, les Portugais investissent alors une scène à part constituée par la musique folklorique et les chansons populaires interprétées en portugais. Ainsi, dans tout le patchwork des musiques du monde, la musique traditionnelle demeure un marqueur identitaire très fort pour chaque pays. Elle est la manière de célébrer les racines musicales qui unissent pour une même cause les différentes communautés. Aussi, le partage de la musique, par le sens qu'elle véhicule, permet de faire découvrir toutes les beautés d'un territoire, et permet aussi de transmettre leur riche répertoire musical.

De par son amour pour cette musique, l'association culturelle franco-portugaise Amizade d'Issoudun promeut et transmet la culture lusitanienne. Créée en avril 2009 à Issoudun, sous-préfecture de l'Indre, par deux bénévoles passionnés de musique traditionnelle, elle a pour rôle essentiel la conservation, la diffusion et le maintien de cette musique folklorique avec ses racines, mais également les costumes et les traditions lusitaniennes. Amizade se revendique avant tout comme un groupe festif mélangeant toutes les influences des diverses régions du Portugal et œuvre par de nombreuses et multiples actions au sein de la région Centre-Val de Loire et des différentes régions limitrophes.

LA FORCE DES RÉSEAUX REGIONAUX MULTI-ACTEURS

Depuis le milieu des années 90, plusieurs régions françaises ont mis en place des « dispositifs régionaux d'échange, d'appui et de concertation multi-acteurs de la coopération internationale », à l'initiative conjointe de l'État (représenté par la préfecture de Région), de collectivités territoriales et/ou d'associations.

UNE IDENTITÉ COMMUNE

Chacun de ces réseaux a une histoire, un statut et un contexte différents, mais ils se retrouvent autour de trois spécificités, qui fondent une identité commune :
Leur action est ancrée dans le territoire régional ; leurs objectifs, dans un esprit de service public, sont d'améliorer la qualité des actions de coopération internationale et de solidarité, et de contribuer à l'ouverture internationale des habitants de leurs territoires. Ils animent un réseau multi-acteurs (associations, collectivités territoriales, établissements d'enseignement, structures d'éducation populaire, établissements publics, acteurs économiques, etc.) dans une dynamique d'échanges, de travail collaboratif, de concertation et de subsidiarité.

QUELLES ACTIVITÉS ?

Cela se concrétise par la mise en œuvre de quatre activités :

- L'identification des acteurs : constitution de bases de données.
- L'information : veille informative, production et diffusion d'information.
- L'appui aux porteurs de projet: formation, conseil et appui méthodologique.
- L'animation des échanges et de la concertation entre les acteurs : capitalisation d'expériences, mutualisation, organisation de rencontres, création de synergies.

DÉCOUVREZ LE RÉSEAU DE VOTRE RÉGION

AUVERGNE RHÔNE-ALPES
Resacoop
www.resacoop.org

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
Bourgogne-Franche-Comté International
www.bfc-international.org

BRETAGNE
Réseau Bretagne Solidaire
www.bretagne-solidarite-internationale.org

CENTRE-VAL DE LOIRE
Centraider
www.centraider.org

GRAND-EST
Gescod
www.gescod.org

HAUTS-DE-FRANCE
Lianes Coopération
www.lianescooperation.org

NORMANDIE
Horizons Solidaires
www.horizons-solidaires.org

NOUVELLE AQUITAINE
SO Coopération
www.socooperation.org

OCCITANIE
Occitanie Coopération
www.oc-cooperation.org

PAYS DE LA LOIRE
Alcid*
www.alcid.org

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
Territoires Solidaires
www.territoires-solidaires.com

**autres réseaux dédiés à la coopération et à la solidarité internationale.*

calendrier DU RÉSEAU

Assemblée Générale & Journée de Rencontre et d'Échange de Centraider

30 JUIN 2018
ORLÉANS

GRATUIT ET OUVERT À TOUS
INSCRIPTION EN LIGNE
> WWW.CENTRAIDER.ORG

JUIN

6 Présentation des dispositifs de financements de l'Agence des Micro Projets

14 Permanences-conseils de Centraider dans le Cher (18) et l'Eure-et-Loir (28)

19 Formation « Se saisir des Objectifs du Développement Durable (ODD) et déconstruire les idées reçues sur les migrations dans les actions d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI) »

30 Assemblée Générale de Centraider.
Journée d'échange sur le thème « Les diasporas : acteurs de développement ici et là-bas »

SEPTEMBRE

25 Permanences-conseils de Centraider dans le Cher (36) et le Loir-et-Cher (41)

OCTOBRE

4 Permanences-conseils de Centraider dans l'Indre-et-Loire (37) et le Loiret (45)

15 Lancement du Festival de films documentaires ALIMENTERRE en région Centre-Val de Loire

18 Permanences-conseils de Centraider dans l'Indre-et-Loire (37) et le Loiret (45)

L'ÉQUIPE

6 salariés à votre écoute

Cyril Boutrou
Directeur de l'association
Joué-lès-Tours
cyril.boutrou@centraider.org

Anthony Sigonneau
Chargé de mission Appui-Acteurs
Joué-lès-Tours
anthony.sigonneau@centraider.org

Sophie Laly
Responsable administrative et financière, coordinatrice Festival des Solidarités
Vendôme
sophie.laly@centraider.org

Elsa Tisné-Versailles
Chargée de mission Appui-Acteurs
Vendôme
elsa.tisne-versailles@centraider.org

Guillaume Guetreau
Chargé de communication et animation réseau
Orléans
guillaume.guetreau@centraider.org

Anne Le Bihan
Coordinatrice mobilité européenne et internationale
Orléans
anne.lebihan@centraider.org

CENTRAIDER
Siège
140 Faubourg Chartrain
41100 Vendôme
tél.: 02 54 80 23 09

CENTRAIDER
Antenne de Joué-lès-Tours
10 avenue de la République
37300 Joué-lès-Tours
tél.: 02 47 34 99 47

CENTRAIDER
Antenne d'Orléans
3 rue de la Chôlerie
45000 Orléans
tél.: 02 54 80 23 09

LES FORMATIONS ET JOURNEES D'INFORMATION DE CENTRAIDER

Tous les 6 mois, CENTRAIDER propose un programme de formations et de journées d'informations.
Toutes ces journées organisées par CENTRAIDER sont gratuites et réservées à tous les membres des structures adhérentes à notre réseau.

Vous pouvez devenir adhérent en remplissant le bulletin d'adhésion disponible sur www.centraider.org.

De plus, si vous avez besoin d'une formation spécifiques pour vos adhérents, notre équipe est à votre écoute pour élaborer des modules à la carte. Contactez-nous !

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CENTRAIDER

32 bénévoles mobilisés pour le réseau

Renaud Mettre
Président
Collège associations locales.

Tony Ben Lahoucine
Président d'honneur
Collège réseaux départementaux.

Bertrand Sajaloli
Vice-président
Commission énergie-climat-environnement; Collège institutions régionales.

Issouf Elli Moussami
Vice-président
Commission tourisme équitable et solidaire; Collège organisation de Solidarité Internationale issue de l'Immigration (OSIM).

David Bohbot
Vice-Président
Collège associations locales.

Wilfried Schwartz
Vice-Président
Maire de La Riche; Collège collectivités locales et leur regroupement.

Jean-Michel Henriet
Trésorier
ECSI, Commission éducation & formation; Collège associations affiliées à une représentation nationale.

Hélène Mignot
Secrétaire
Ressources humaines; Collège associations locales.

Marie-Claude Bolzon
Commission Afrique; Collège réseaux départementaux.

Elisabeth Aliaga
Commission Amérique latine; Collège associations locales.

Jean-Claude Lézier
Commission eau et assainissement; Collège associations affiliées à une répresentation nationale.

Alain Payen
Commission Asie, commission éducation & formation; Collège associations locales.

Joël Dine
Commission agriculture; Collège associations affiliées à une représentation nationale.

Georges Rondeau
Migrants et OSIM; Collège associations affiliées à une représentation nationale.

Agnès Riffonneau
Collège associations affiliées à une représentation nationale.

Jean-Luc Guery
Collège associations affiliées à une représentation nationale.

Daniel Millière
Commission santé; Collège associations locales.

Jean-Jacques Ondet
Collège associations locales.

François Zaragoza
Commission Europe; Collège comité de jumelages.

Jean-François Fillaut
Commission énergie-climat-environnement; Collège acteurs économiques.

Victor Provôt
Maire de Thiron-Gardais
Collège collectivités locales et leur regroupement.

Michel Hétroy
Maire de Châtillon-sur-Indre
Collège collectivités locales et leur regroupement.

Françoise Missa
Collège institutions régionales.

Daniel Durand
Collège acteurs économiques.

Christine Moirod
Collège associations locales.

Ralida Ferras
Adjointe au Maire de Vierzon; Collège collectivités locales et leur regroupement.

Christian Bourdel
Collège associations affiliées à une représentation nationale.

Emilie Bargo
Collège associations affiliées à une représentation nationale.

Mamadou Diarra
Conseiller municipal de Saint-Jean-de-la-Ruelle;
Collège collectivités locales et leur regroupement.

Denis Rasle
Collège comités de jumelages.

Thierno Sow
Collège organisation de Solidarité Internationale issue de l'Immigration (OSIM).

Théodore Toulougoussou
Collège organisation de Solidarité Internationale issue de l'Immigration (OSIM).

CENTRAIDER
coopération internationale et solidarité

www.centraider.org
contact@centraider.org

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
& 4ème JOURNÉE DE
RENCONTRE ET D'ÉCHANGE
DE CENTRAIDER
one
TAXI
16
DIASPORAS
ACTEURS DE DÉVELOPPEMENT
ICI ET LÀ-BAS
SAMEDI 30 JUIN 2018
GRATUIT ET OUVERT À TOUS
AFD
CENTRAIDER